

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

4^{ème} trimestre 2007

SOMMAIRE

		Pages
Délibérations à caractère réglementaire		5 à 65
<u>Conseil Municipal du 25 octobre 2007</u>		5 à 26
1	Débat d'orientations budgétaires	6
2	Finances : attribution de crédits non affectés	7 à 8
3	Gestion 2007 – Décision modificative n°3	9
4	Demande de garantie d'emprunt SEMCODA – Construction de 9 logements plus à Oullins " terrain clinique Claude Bernard "	10 à 11
5	Modification du tableau des effectifs	12
6	Crédits scolaires – Année scolaire 2007/2008	13
7	Crédits sorties pédagogiques – Crédits culturels (année scolaire 2007/2008)	14
8	Budget primitif 2007 – Contribution complémentaire à verser au théâtre de la Renaissance	15
9	Signature d'une convention avec la régie autonome personnalisée du théâtre de la Renaissance et le Ministère de la Culture	16
10	Production d'eau chaude sanitaire – Réhabilitation de l'ex-chapelle de la Cadière – Demande de subvention	17
11	Prestations de services de transports scolaires et périscolaires – Autorisation de signer un avenant	18
12	Fourniture et livraison de repas pour les restaurants scolaires – Autorisation de signer le marché	19
13	Fourniture de vêtements professionnels – Autorisation de signer les marchés	20 à 21
14	Mise en place d'un Atelier Santé Ville	22 à 23
15	Réforme de l'urbanisme – Instauration du permis de démolir sur le territoire de la Commune d'Oullins	24
16	Evolution de la SEM Lyon Confluence en une société publique d'aménagement (SPLA) entrée dans le capital de la société – Approbation des statuts – Désignation d'un représentant dans les instances de la société	25 à 26
<u>Conseil Municipal du 20 décembre 2007</u>		27 à 65
1	Budget primitif 2008 – Budget général	28
2	Budget primitif 2008 – Subventions et concours financiers apportés par la commune	29
3	Budget primitif 2008 – Conventions à conclure avec les organismes de droit privé	30 à 31
4	Budget primitif 2008 – Contributions à verser au théâtre de la Renaissance	32
5	Finances : attribution de crédits non affectés	33 à 34
6	Gestion 2007 – Décision modificative n°4	35 à 36
7	Tarifications applicables au cimetière pour l'année 2008	37
8	Convention avec le centre de gestion du Rhône relative à l'intervention sur les dossiers relevant de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales	38 à 39
9	Création de postes pour un besoin saisonnier ou occasionnel	40 à 41
10	Prestations d'action sociale	42 à 44
11	Modification du tableau des effectifs	45 à 46
12	Convention pour l'établissement du forfait communal pour les élèves oullinois inscrits dans les écoles maternelles et élémentaires privées Notre dame du Bon Conseil et Fleury Marceau (année scolaire 2007/2008)	47
13	Signature d'une convention d'objectifs et de partenariat entre la ville et le théâtre de la Renaissance concernant le Bac à Traille	48 à 49

14	Attribution d'une subvention à l'association " Culture et Développement "	50
15	Approbation du contrat enfance et jeunesse 2007-2010 entre la ville et la Caisse d'allocations familiales de Lyon (CAF)	51 à 52
16	Dispositif Ville, Vie, Vacances – Saison 2008 – Modalités de signature des conventions liant la ville à ses partenaires	53
17	Travaux de réhabilitation et d'extension de l'ex-chapelle de la Cadière – Autorisation de signer les marchés	54 à 55
18	Travaux de pose, maintenance et dépose de festivités, illuminations et bornes de marchés forains – Autorisation de signer le marché	56
19	Acquisition d'un terrain sis 25-29 rue Pierre Séward	57
20	Mise en demeure d'acquiescer le terrain cadastre AK 16 sis 45-53 rue Pasteur – Principe d'acquisition donnée à Monsieur le Maire de négocier	58 à 59
21	Installation classée : dossier de demande d'autorisation d'exploiter une plate forme de déchets pour l'entreprise ISS ENVIRONNEMENT	60 à 63
22	Autorisation donnée à Monsieur le Maire pour la dénomination du passage piéton situé entre la Grande rue et la rue de la république	64
23	Prolongation du moratoire sur les installations d'antennes relais de téléphonie mobile	65
Décisions à caractère réglementaire		66 à 67
D/07-93	Vente de fleurs de la Toussaint	66
D/07-100	Tarifification applicable aux occupations privatives du domaine public par un cirque	67
Arrêtés à caractère réglementaire		68 à 174
N° AV/2007-212	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement – Rue du Buisset au numéro 62	68 à 69
N° AV/2007-213	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation du stationnement : rue de la République au numéro 65	70
N° AV/2007-214	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République : de la rue Marceau à la Grande Rue	71 à 72
N° AV/2007-215	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Grande Rue au numéro 164	73 à 74
N°AV/2007-216	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Boulevard Kennedy au numéro 69	75 à 76
N°AV/2007-217	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Place Anatole France	77
N°AV/2007-218	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République : de la rue Marceau à la Grande Rue	78 à 79
N°AV/2007-219	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Square Martin Luther King/Grande Rue	80
N° AV/2007-220	<u>Arrêté permanent</u> : Stationnement réservé pour personnes à mobilité réduite – Place Anatole France	81
N° AV/2007-221	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement : - Rue Pierre Séward : de la Grande Rue à la rue Louis Aulagne - Rue de la république : de la Grande Rue à la rue Louis Aulagne - Rue Charton : de la rue Pierre Séward à la rue Orsel	82 à 83
N°AV/2007-222	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement : - Boulevard de l'Yzeron : du boulevard Emile Zola au droit du n°3 du boulevard de l'Yzeron - Boulevard Emile Zola : au droit du boulevard de l'Yzeron et du Square Léon Blum	84 à 85
N°AV/2007-223	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Marceau, de la rue de la république à la rue Narcisse Bertholey	86 à 87
N°AV/2007-224	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail au numéro 32	88 à 89
N°AV/2007-225	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue du Perron au numéro 11 bis	90 à 91

N°AV/2007-226	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement : - Rue du Frère Benoît - Rue Jean Mermoz : de la rue du frère Benoît au bd J.F Kennedy	92 à 93
N°AV/2007-227	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement : - Boulevard Kennedy - Angle de la rue du Frère Benoît	94 à 95
N°AV/2007-228	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement voie reliant le parking de la Camille à la rue de la Camille	96 à 97
N°AV/2007-229	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail au numéro 1 / rue Diderot	98 à 99
N°AV/2007-230	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement chemin de Sanzy au numéro 50 bis	100 à 101
N°AV/2007-231	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Grande Rue au numéro 159	102 à 103
N°AV/2007-232	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Dupont	104 à 105
N°AV/2007-233	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Marceau, de la Grande Rue à la Rue de la République	106 à 107
N°AV/2007-234	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République : de la rue Marceau à la Grande Rue	108 à 109
N°AV/2007-235	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Louis Aulagne au numéro 46	110 à 111
N°AV/2007-236	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Glacière au numéro 32	112 à 113
N° AV/2007-237	<u>Arrêté permanent</u> : interdiction de stationner : impasse Jean Jaurès	114
N° AV/2007-238	<u>Arrêté permanent</u> : création de deux ralentisseurs : type dos d'âne – Rue Dubois Crancé	115
N° AV/2007-239	<u>Arrêté permanent</u> : création de deux ralentisseurs : type dos d'âne – Rue du Grand Revoyet	116
N°AV/2007-240	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Narcisse Bertholey entre la rue Marceau et la rue Lortet côté place Arles Dufour	117 à 118
N°AV/2007-241	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Etienne Dolet au numéro 2	119 à 120
N°AV/2007-242	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Sépard au numéro 6	121 à 122
N°AV/2007-243	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Grande Rue de la rue du Perron à la rue Fleury	123 à 124
N°AV/2007-244	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation Grande Rue/Chemin des Chassagnes à Oullins lors d'un relais course à pied le 7 décembre 2007	125
N°AV/2007-245	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Narcisse Bertholey	126 à 127
N°AV/2007-246	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement chemin du Buisset au numéro 7	128 à 129
N°AV/2007-247	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue du Grand Revoyet du numéro 45 au numéro 77	130 à 131
N°AV/2007-248	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation du stationnement Grande Rue au numéro 65	132
N°AV/2007-249	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Francisque Jomard	133 à 134
N°AV/2007-250	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement : - Rue Pierre Sépard de la Grande Rue à la rue Louis Aulagne - Rue de la République de la Grande Rue à la rue Louis Aulagne - Rue Charton de la rue Pierre sépard à la rue Orsel	135 à 136
N°AV/2007-251	<u>Arrêté temporaire</u> : interdiction de circuler et de stationner Place Anatole France, rue Voltaire, rue de la république et rue Clément Desormes	137 à 138
N°AV/2007-252	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail au numéro 1/rue Diderot	139 à 140
N°AV/2007-253	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Lafayette entre le Bd Emile Zola et la rue de la Bussière	141 à 142

N°AV/2007-255	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Grande Rue au numéro 159	143 à 144
N°AV/2007-256	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Marceau de la rue de la république à la rue Narcisse Bertholey	145 à 146
N°AV/2007-257	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Parc Chabrières au numéro 44	147 à 148
N°AV/2007-258	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement : - Rue de la République : de la grande Rue à la rue Louis Aulagne - Rue Charton : de la rue Pierre Séward à la rue Orsel	149
N°AV/2007-259	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement boulevard Général de gaulle au numéro 14	150 à 151
N°AV/2007-260	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Francisque Jomard au numéro 104	152 à 153
N°AV/2007-261	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement avenue Jean Jaurès du numéro 68 au numéro 84	154 à 155
N°AV/2007-262	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Louis Aulagne du numéro 44 à la limite de la commune de Pierre-Bénite	156 à 157
N°AV/2007-264	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement Grande Rue au numéro 159 (prolongation)	158 à 159
N° AV/2007-265	<u>Arrêté permanent</u> : réglementation des travaux d'urgence et de maintenance effectués par les services urbains	160 à 161
N°AV/2007-266	<u>Arrêté temporaire</u> : sur voie départementale RD 15 – avenue Jean-Jaurès	162 à 163
N°AV/2007-267	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Lortet	164 à 165
N°AV/2007-268	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Parmentier et rue Louis Aulagne	166 à 167
N°AV/2007-269	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement - Boulevard de l'Yzeron : du boulevard Emile Zola au droit du n°3 du boulevard de l'Yzeron - Boulevard Emile Zola : au droit du boulevard de l'Yzeron et du square Léon Blum	168 à 169
N°AV/2007-270	<u>Arrêté temporaire</u> : réglementation de la circulation et du stationnement rue Marceau, de la Grande rue à la rue de la République	170 à 171
AFGE 07/197	Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche	172 à 174
	Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement 2006	175 à 179
	Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2006	180 à 184

VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 25 OCTOBRE 2007

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 25

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : M. François POURRADIER

Présents

Mrs BUFFET - LAVACHE, Mmes SOLANE - CHALAND, Mrs POURRADIER – TRANCHARD – LOCATELLI – MOREL, Mmes CHICHERY - MASCARELLO – BONHOMME – PAULINIER - JOURDAIN - DEGRANGE, M. LE GALL, Mme CATHERIN, Mr MURBACH, Mme RAYNAL, Mrs BOURDON – POMMATEAU – UBAUD, Mme POMMERUEL, Mrs SIRY - PERRET – RENAULT

Absent (e)s excusé(e)s et représenté(e)s

Mrs JABOULAY – TERROT, Mme POUZERGUE, Mrs SERVIANT – MICHARD, Mme LETANCHE,
Mr GENTILINI, Mme BERLEUX

Absent(e)s momentanée(s)

Mr POURRADIER

Absent(e)s

Mr AMBARD, Mme KERLAN

N° : 2007-10-01
Service : Finances

OBJET : DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions prévues aux articles 11 et 12 de la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant le vote de celui-ci.

Première étape du cycle budgétaire, le Débat d'Orientations Budgétaires est l'occasion de présenter le contexte dans lequel s'inscrit la préparation du budget 2008, ce qu'en sont les contraintes, les limites et l'évolution, d'expliciter les stratégies financières et les engagements politiques de l'équipe municipale.

DELIBERE

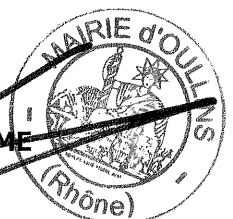
PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires conformément aux dispositions de la loi relative à l'Administration Territoriale de la République.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CREDITS NON AFFECTES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2007, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Crédit VVV – Chantiers / Animations

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
ACSO	Journée évason Printemps 2007	163,00
ACSO	Actions premiers secours Printemps 2007	235,00
ACSO	Chantiers VVV Printemps 2007	1 659,00
ACSO	Séjours vieux Boucau	1 000,00
CISAG	Animation trampoline	2 350,00
ADSEA	Sorties à la journée	171,00
TOTAL		5 578,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 415 Article 6574	Secteur sport – Soutien aux clubs

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
C.A.S.C.O.L.	Aide à la section « Pétanque » pour l'organisation du concours de pétanque « Prix de la Ville d'Oullins » qui a eu lieu le 22 septembre 2007 à Oullins.	650,00
C.A.S.C.O.L.	Aide à la section « Boules » pour la participation d'une équipe aux championnats de France UFOLEP de boules qui ont eu lieu les 23 et 24 juin 2007 à Périgueux.	375,00
A.S.C.O	Aide à la section « Boules » pour la participation d'une équipe aux championnats de France Cheminots de boules qui ont eu lieu les 21 et 22 septembre 2007 à Limoges.	300,00
P.L.O.	Aide à la section « Capoeira » pour l'organisation du 7 ^{ème} baptême international de capoeira qui a eu lieu les 26 et 27 mai 2007 à Oullins.	500,00
TOTAL		1 825,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 04 Article 6574	Secteur Jumelage – Echange Scolaire

ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Lycée Saint Thomas d'Aquin	Echange avec l'Angleterre, 9 jours, 18 élèves.	943,38

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 520 Article 6574	Secteur social – Actions en faveurs enfance

ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Secours Populaire français	Journée des Oubliés des Vacances du 21 août 2007.	900,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 213 Article 6574	Secteur Education – Crédits culturels

ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Maternelle Clément Désormes	Crédits culturels	140,70
Maternelle Revoyet	Crédits culturels	247,90
Maternelle La Glacière	Crédits culturels	723,60
Maternelle Célestins	Crédits culturels	381,90
Maternelle du Golf	Crédits culturels	609,70
Elémentaire La Glacière	Crédits culturels	783,90
Elémentaire du Golf	Crédits culturels	1 058,60
Primaire Ampère	Crédits culturels	1 360,10
Primaire La Saulaie	Crédits culturels	763,80
Primaire Jean Macé	Crédits culturels	2 123,90
Primaire Marie Curie	Crédits culturels	1 788,90
Primaire Jean de la Fontaine	Crédits culturels	1 668,30
Primaire Jules Ferry	Crédits culturels	1 922,90
	Total	13 574,20

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

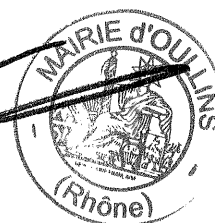
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2007, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2007-10-03
Service: Finances

OBJET: GESTION 2007 - DECISION MODIFICATIVE N° 3.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2007 le 21 décembre 2006 sur des bases prévisionnelles. A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux. Ces ajustements sont les suivants :

<i>Compte</i>	<i>Objet</i>	<i>Section d'investissement</i>		<i>Section de fonctionnement</i>	
		<i>Dépenses</i>	<i>Recettes</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Recettes</i>
074-64-238	Travaux PPE-Régularisation avance	7 771,00	7 771,00		
64111-020	Rémunération titulaires			63 000,00	
6331-020	Versement transport			1 300,00	
6336-020	Cotisation CDG et CNFPT			1 800,00	
6451-020	Cotisation à l'Urssaf			13 300,00	
6453-020	Cotisation aux caisses de retraites			20 600,00	
6184-020	Frais de formation des agents			10 000,00	
6251-020	Frais de déplacements agents			5 000,00	
6535-021	Frais de formation des élus			5 000,00	
022-01	Dépenses imprévues			-120 000,00	
042-6811-01	Dotation aux amortissements			1 898,00	
66-66111-01	Intérêts des emprunts			-1 898,00	
040-28184-01	Dotation aux amortissements		569,00		
040-28188-01	Dotation aux amortissements		1 329,00		
01-1641	Capital des emprunts	1 898,00			
020-673	Annulation de titres exercices précédents			500,00	
020-6718	Régularisations exercices précédents			500,00	
66-66111	Intérêts des emprunts			-1 000,00	
Total		9 669,00	9 669,00	0,00	0,00

DELIBERE

A L'UNANIMITE

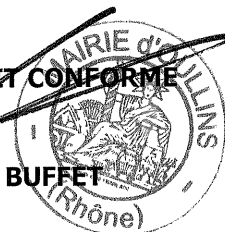
AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

François-Noël BUFFET



N° : 2007-10-04
Service : Finances

**OBJET: DEMANDE DE GARANTIE D'EMPRUNT SEMCODA. CONSTRUCTION DE
9 LOGEMENTS PLUS A OULLINS "TERRAIN CLINIQUE CLAUDE BERNARD".**

– LE CONSEIL MUNICIPAL –

VU la demande formulée par la SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION DU DEPARTEMENT DE L'AIN (S.E.M.CO.D.A.),

et tendant à obtenir la garantie de la Commune **d'OULLINS** pour **deux emprunts** d'un montant total de **899 100 €**, à hauteur de **15 %**, soit **134 865 €**, à réaliser auprès de la **CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS** en vue de financer une opération de construction de **9 logements PLUS** à **OULLINS** « **Terrain clinique Claude Bernard** ».

VU l'Article R 221-19 du Code monétaire et financier,

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 2021 du code Civil,

VU le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

-DELIBERE-

A L'UNANIMITE

Article 1 : La Commune **d'OULLINS** accorde sa garantie, à la SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION DU DEPARTEMENT DE L'AIN (S.E.M.CO.D.A.), pour le remboursement de **deux emprunts** avec préfinancement d'un montant total de **899 100 €**, pour le remboursement de la somme de **134 865 €**, représentant **15 %** des emprunts avec préfinancement d'un montant total de **899 100 €** que cet organisme se propose de contracter auprès de la **CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération de **construction** de **9 logements PLUS** à **OULLINS** « **Terrain clinique Claude Bernard** ».

Article 2 : Les caractéristiques des **deux Prêts Locatifs à Usage Social** consentis par la **CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS** sont les suivantes :

1^{er} Prêt : Financement de la construction

- **Montant : 719 000 €**,
- **Durée : 24 mois** maximum de préfinancement, suivi d'une période d'amortissement de **40 ans**.
Le montant du prêt exprimé ci-dessus pourra être majoré des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période. Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront automatiquement exigibles à son terme,
- **Taux actuariel : 3,80 %** révisable en fonction du taux du livret A des Caisses d'Epargne,
- **Progressivité de l'annuité : 0 %**, révisable en fonction du taux du livret A des Caisses d'Epargne sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

2ème Prêt : Financement de la charge foncière

- **Montant : 180 100 €**,
- **Durée : 24 mois** maximum de préfinancement, suivi d'une période d'amortissement de **50 ans**.
Le montant du prêt exprimé ci-dessus pourra être majoré des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période. Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront automatiquement exigibles à son terme,
- **Taux actuariel : 3,80 %** révisable en fonction du taux du livret A des Caisses d'Epargne,
- **Progressivité de l'annuité : 0 %**, révisable en fonction du taux du livret A des Caisses d'Epargne sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt indiqués ci-dessus sont établis sur la base du taux du livret A et du taux de commissionnement des réseaux collecteurs du livret A en vigueur à la date de la présente délibération. Ces taux sont susceptibles d'être révisés à la date d'établissement du contrat de prêt, si les taux du livret A et/ou du commissionnement des réseaux collecteurs du Livret A sont modifiés entre la date de la présente délibération et la date d'établissement du contrat de prêt. Les taux de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles d'être révisés en fonction de la variation du taux du Livret A.

Article 3 : La garantie de la **Commune d'OULLINS** est accordée pour la durée totale du prêt, soit **24 mois** de préfinancement maximum suivi d'une période d'amortissement de **40 ans**, à hauteur de **15 %**, pour le remboursement d'un emprunt destiné au financement de la construction, d'un montant de **719 000 €**, soit **107 850 €**, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période. Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

La garantie de la **Commune d'OULLINS** est accordée pour la durée totale du prêt, soit **24 mois** de préfinancement maximum suivi d'une période d'amortissement de **50 ans**, à hauteur de **15 %**, pour le remboursement d'un emprunt destiné au financement de la charge foncière, d'un montant de **180 100 €**, soit **27 015 €**, majorée des intérêts courus pendant la période de préfinancement et capitalisés au terme de cette période. Il est toutefois précisé que si la durée de préfinancement finalement retenue est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Article 4 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la **Commune** s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la **Caisse des Dépôts et Consignations** adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 5 : Le **Conseil Municipal** s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts.

Article 6 : Le Conseil autorise le **Maire** à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la **Caisse des Dépôts et Consignations** et l'emprunteur.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération et signer tous les actes nécessaires.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-10-05

Service : Ressources Humaines

OBJET : MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EFFECTIFS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois territoriaux;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 24 octobre 2007;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous propose d'approuver les modifications suivantes au tableau des effectifs afin de permettre l'adaptation de nos services aux tâches et missions demandées ; il convient de noter qu'il s'agit pour l'essentiel de redistributions internes de postes.

<u>CADRE D'EMPLOIS</u>	<u>Nb de postes créés</u>	<u>Transformation d'un poste à TNC 28h00 en 1 poste à TC</u>
Assistant Territorial de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques	1	
Adjointes Techniques Territoriaux	3	1

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

APPROUVE les modifications du tableau des effectifs exposées ci-dessus.

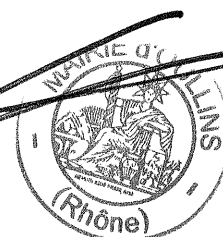
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2007-10-06
Service : Scolaire

OBJET : - CREDITS SCOLAIRES – ANNEE SCOLAIRE 2007/2008

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Plusieurs concertations ont eu lieu avec les directeurs d'école afin de revoir les modalités d'attribution des crédits scolaires alloués annuellement.

Je vous propose de retenir le principe d'une allocation globale par école comme demandé lors des diverses concertations, ceci afin de faciliter la gestion des crédits au sein des écoles.

Au titre de l'année scolaire 2007/2008, les attributions par école sont les suivantes :

<u>ECOLE</u>	<u>MONTANT TOTAL ALLOUE</u>
ECOLE PRIMAIRE AMPERE	6 989,00 €
ECOLE PRIMAIRE MARIE CURIE	9 063,00 €
ECOLE PRIMAIRE LA SAULAIE	4 113,00 €
ECOLE PRIMAIRE JEAN MACE	11 797,00 €
ECOLE PRIMAIRE J DE LA FONTAINE	8 438,00 €
ECOLE PRIMAIRE JULES FERRY	10 903,00 €
ECOLE MATERNELLE CL DESORMES	1 061,00 €
ECOLE MATERNELLE DU REVOYET	1 569,00 €
ECOLE MATERNELLE LA GLACIERE	3 574,00 €
ECOLE MATERNELLE DES CELESTINS	2 076,00 €
ECOLE MATERNELLE DU GOLF	3 041,00 €
ECOLE ELEMENTAIRE LA GLACIERE	4 319,00 €
ECOLE ELEMENTAIRE DU GOLF	5 708,00 €
RASED	1 117,00 €
TOTAL	73 768,00 €

- DELIBERE –

A L'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur le Maire à attribuer les crédits scolaires comme détaillés ci-dessus.

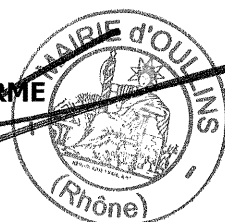
PRECISE que les sommes sont prévues au budget primitif 2007 :
fonctions 211, 212, et 213 compte 6067 - fournitures scolaires.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2007-10-07
Service : Scolaire

**OBJET : - CREDITS SORTIES PEDAGOGIQUES - CREDITS CULTURELS -
(ANNEE SCOLAIRE 2007/2008)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Chaque année scolaire, des projets de sorties sont portés à notre connaissance par les directeurs d'écoles pour une aide financière de la part de la Ville.

Je vous propose de fixer, **pour l'année scolaire 2007/2008**, les modalités d'attribution des subventions **pour les écoles maternelles et élémentaires publiques** de la manière suivante :

CREDITS SORTIES PEDAGOGIQUES :

**Sortie d'une journée : sans nuitée mais avec repas pris 4,87 € par élève
en dehors de l'école**

(sur la base de l'effectif de la classe en partance dans la limite d'une sortie par classe)

Sortie avec nuitée : 7,71 € par élève

(sur la base de l'effectif total de l'école)

Le versement des crédits se fera sur présentation d'un projet. En cas d'absence de celui-ci, aucune somme ne pourra être reportée l'année suivante conformément aux règles de la comptabilité publique.

Dans chaque établissement, il n'est pas possible de cumuler une sortie avec nuitée avec des sorties d'une journée.

CREDITS CULTURELS : 6,70 € par élève

(sur la base de l'effectif total de l'école)

Le versement se fera en une seule fois sur la base des effectifs connus à la rentrée de septembre.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

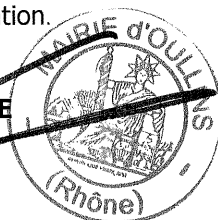
AUTORISE Monsieur le Maire à attribuer les crédits « sorties pédagogiques », et « crédits culturels » comme détaillés ci-dessus.

PRECISE que les sommes sont prévues au budget primitif 2007 :
fonction 213 compte 6574 - subventions de fonctionnement aux associations.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-10-08

Service : Affaires culturelles

**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2007 - CONTRIBUTION COMPLEMENTAIRE A
VERSER AU THEATRE DE LA RENAISSANCE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la convention du 6 mai 2005 entre la ville d'Oullins et le théâtre de la Renaissance approuvée par délibération du Conseil Municipal du 14 avril 2005;

Vu l'avenant apporté à ladite convention, concernant la prise en charge de la compétence informatique par la régie du théâtre, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 mars 2007 ;

Vu l'attribution d'une subvention d'équipement au théâtre de la Renaissance, approuvée par le Conseil Municipal du 28 juin 2007 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le théâtre de la Renaissance, géré sous le mode de la régie autonome et personnalisée, bénéficie, depuis le vote du Conseil Municipal du 29 mars 2007, d'une autonomie complète dans la gestion de son informatique, jusqu'alors assurée par le service informatique de la Ville. A cet effet, une subvention d'équipement annuelle a été versée au théâtre suite au vote du Conseil Municipal 28 juin dernier. Le service informatique de la Ville avait prévu pour 2007 une somme de 2 798 euros TTC correspondant aux frais générés par les contrats de maintenance du matériel informatique du théâtre. Etant donné que la régie du théâtre est dorénavant autonome pour la gestion de son informatique, je propose l'attribution au théâtre de la Renaissance d'une contribution complémentaire d'un montant de 2 798 euros TTC.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

APPROUVE l'attribution d'une contribution complémentaire au théâtre de la Renaissance d'un montant de 2 798 euros TTC au titre de l'année 2007 ;

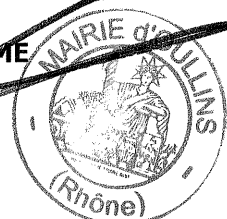
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2007.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LA REGIE AUTONOME
PERSONNALISEE DU THEATRE DE LA RENAISSANCE
ET LE MINISTERE DE LA CULTURE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Inauguré en 1982 le théâtre de la Renaissance s'est rapidement distingué par l'exigence de ses choix artistiques qui se sont très vite articulés autour de deux dominantes : le théâtre et la musique. Repéré comme un lieu d'innovation et d'action culturelle inventive, son développement est accompagné par la ville d'Oullins et dès 1993 par le Ministère de la Culture. Le Ministère de la Culture fait de la Renaissance un des premiers théâtres missionnés en 1994 puis une Scène Conventionnée en 2000.

Depuis Juillet 2003, la Ville d'Oullins a mis en place une régie autonome personnalisée pour gérer le théâtre.

En juin 2006 la ville d'Oullins dote le théâtre d'un nouvel équipement : le « Bac à Trille » (ancienne église de la Saulaie) au cœur d'un quartier « sensible » en pleine restructuration. Cet outil est à la fois une salle de répétition, un atelier, un pôle de ressources pour le théâtre musical et un lieu d'expérimentation pour l'action artistique.

Au regard de l'évolution des projets du théâtre de la Renaissance et considérant son projet artistique, le Ministère de la Culture a souhaité renouveler son engagement auprès du théâtre par le biais d'une nouvelle convention quadriennale, qui prendra fin au 31 décembre 2010, avec possibilité d'être renouvelée sous réserve des conclusions de l'évaluation qui en sera faite. Cette convention engage notamment le théâtre à mettre en œuvre un projet artistique et culturel défini dans ladite convention, et engage le Ministère de la Culture à verser une subvention de fonctionnement annuelle au théâtre. Pour 2007 sont attribués par le Ministère de la Culture 175 000 euros d'aide au fonctionnement, 28 000 euros d'actions d'éducation artistique et 26 000 euros d'actions dans le Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Je vous propose de m'autoriser à signer cette convention.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

APPROUVE la conclusion d'une convention tripartite entre la régie autonome personnalisée du théâtre de la Renaissance le Ministère de la Culture et la ville d'Oullins pour la période 2007 à 2010

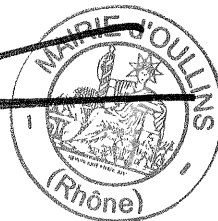
AUTORISE le Maire à signer tous les documents à cet effet ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PRODUCTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE, REHABILITATION DE
L'EX-CHAPELLE DE LA CADIÈRE –
DEMANDE DE SUBVENTION**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'opération de réhabilitation de l'ex-chapelle de la Cadière, la commune va procéder à l'installation d'un système permettant la production d'eau chaude sanitaire solaire. A cet effet, six panneaux solaires seront donc installés. Le coût d'investissement lié à la mise en place de ce dispositif est estimé au stade du dossier de consultation des entreprises à 16 000 € HT.

Dans le cadre du "plan soleil" je vous demande de bien vouloir autoriser la commune à solliciter le concours financier de l'ADEME et de la Région Rhône-Alpes pour la réalisation de cet investissement. Le montant de la participation des 2 partenaires précités est inconnu à ce jour.

- DELIBERE –

A L'UNANIMITE

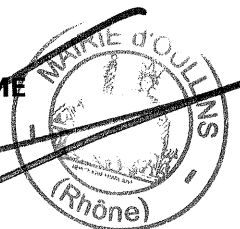
AUTORISE Monsieur Le Maire à solliciter le concours financier de l'ADEME et de la Région Rhône-Alpes pour la réalisation du dispositif décrit ci-dessus,

APPROUVE le plan de financement du dispositif décrit ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,
François-Noël BUFFET



**OBJET : PRESTATIONS DE SERVICES DE TRANSPORTS SCOLAIRES
ET PERISCOLAIRES
AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération n°23 du Conseil Municipal du 26 juin 2006;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 17 octobre 2007,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°23 du 26 juin 2006 le Conseil Municipal a autorisé la conclusion d'un marché à bons de commande d'une durée de deux ans fermes pour la réalisation des prestations de transports scolaires et périscolaires avec l'entreprise Fontana.

L'entreprise Fontana, par acte sous seing privé en date du 12/07/2007 a confié à la société Autocars Gaillard à titre de location-gérance l'exploitation de son fonds de transports public de voyageurs. La prise en compte de ce changement fait l'objet d'un avenant de transfert.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

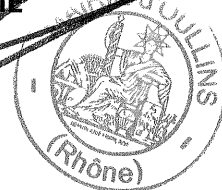
AUTORISE Monsieur Le Maire à signer l'avenant de transfert relatif à la prise en location gérance de l'exploitation du fonds de transports public de voyageurs de l'entreprise Fontana par l'entreprise Autocars Gaillard dans le cadre du marché de prestations de services de transports scolaires et périscolaires,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-10-12

Service : Marchés Publics

**OBJET : FOURNITURE ET LIVRAISON DE REPAS POUR
LES RESTAURANTS SCOLAIRES –
AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le code des Marchés Publics et notamment ses articles 26, 27, 57 à 59;
Vu le choix de la commission d'appel d'offres du 24 octobre 2007;
Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Le marché actuel de fourniture et livraison de repas dans les onze restaurants scolaires de la commune d'Oullins arrive à échéance à la fin de l'année 2007. C'est pourquoi une procédure de consultation par appel d'offres ouvert a été lancée le 27 juillet 2007 et un avis d'appel public à concurrence publié dans le Journal officiel de l'Union Européenne et dans le Bulletin Officiel des annonces des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande au sens de l'article 77 du code des marchés publics conclu avec un seul titulaire et dont les quantités estimatives annuelles sont les suivantes:

Nombre minimum de repas: 100 000

Nombre maximum de repas: 150 000

Le marché sera conclu pour une durée d'un an ferme reconductible expressément 2 fois. Après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres réunie le 24 octobre 2007 a attribué le marché à Sodexo pour un coût unitaire du repas de 2,569 € TTC.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur Le Maire à attribuer le marché de fourniture et livraison de repas dans les restaurants scolaires au titulaire désigné ci-dessus;

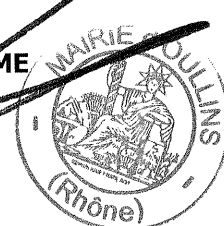
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés au budget 2008 et suivants chapitre 011 fonction 251 article 611

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : FOURNITURE DE VETEMENTS PROFESSIONNELS -
AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu l'article L2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales;
Vu le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 26 et 28;
Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

La commune d'Oullins a procédé à une analyse et une évaluation détaillée des besoins en matière de vêtements professionnels acquis par les différents services municipaux. Suite à cette étude, il apparaît nécessaire de procéder à une mise en concurrence globale afin d'homogénéiser et de rationaliser les pratiques au niveau de l'ensemble des services de la ville.

En conséquence une procédure de consultation va être prochainement lancée pour procéder à la désignation des titulaires des 4 lots composant le marché. La consultation sera lancée selon une procédure adaptée en vue de la conclusion de marchés à bons de commande dont les montants estimatifs minimum et maximum annuels sont indiqués ci-après. Les marchés seront conclus pour une durée de 1 an ferme reconductible expressément 3 fois, la période de début d'exécution des prestations étant prévue pour février 2008. Il convient de préciser que le lot n°3 " équipements de protection individuelle" couvre les besoins de la commune et du CCAS suite à la constitution du groupement de commandes approuvé par délibération n°16 du Conseil Municipal du 20 septembre 2007.

Lot n°1: vêtements de travail

Montant minimum annuel: 9 000 € HT
Montant maximum annuel: 21 000 € HT

Lot n°2 : uniformes

Montant minimum annuel: 3 000 € HT
Montant maximum annuel: 10 000 € HT

Lot n°3: équipements de protection individuelle

Montant minimum annuel: 5 400 € HT
Montant maximum annuel: 17 600 € HT

Lot n°4: vêtements de sport

Montant minimum annuel: 950 € HT
Montant maximum annuel: 2 150 € HT

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer les marchés de fourniture de vêtements professionnels avec les titulaires qui seront désignés après avis de la Commission d'appel d'offres et dans la limite des crédits disponibles;

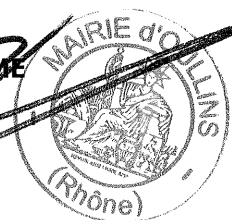
PRECISE que les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008 et suivants chapitre 011, article 60636;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : MISE EN PLACE D'UN ATELIER SANTE VILLE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins s'implique depuis de nombreuses années, avec ses partenaires, sur les questions relatives à la santé de ses habitants.

A ce titre, depuis 2001, divers professionnels travaillent ensemble sur le thème de la souffrance psychosociale.

En 2004, les principaux porteurs de cette démarche : la Ville, le CCAS, le Conseil général, l'hôpital Saint Jean de Dieu et la Sauvegarde de l'Enfance, ont décidé de faire appel à un prestataire, le Centre Jean Bergeret, pour réaliser un diagnostic de cette problématique. Les résultats de ce diagnostic ont été présentés en juin 2005 à plus de 60 professionnels.

Suite à ce diagnostic, une journée de qualification des acteurs sur le travail en réseau et le secret partagé a été organisée fin 2005.

Au cours de l'année 2006, 45 professionnels partagés en 4 groupes de travail : enfance, adolescence (deux groupes) et personnes âgées, se sont réunis régulièrement pour mieux se connaître et valoriser leurs savoir-faire. En décembre 2006, ils ont présenté leur travail de plusieurs mois, et dessiné des axes de travail communs pour les années à venir.

En mars 2007, des professionnels ont organisé, dans le cadre de la Semaine d'Information sur la Santé Mentale, une soirée sur l'adolescence : projection de courts-métrages et animation d'échanges avec le public (parents et adolescents).

Les questions de santé mobilisent fortement les professionnels œuvrant sur la commune d'Oullins.

La santé est un des cinq axes prioritaires du Contrat Urbain de Cohésion Sociale d'Oullins 2007-2009. Il convient de pérenniser la démarche santé sur le territoire d'Oullins, en mettant en place un Atelier Santé Ville avec le soutien de l'Etat : prise en compte des réalités locales et appui sur le travail de terrain effectué par les professionnels.

Les objectifs de l'Atelier Santé Ville d'Oullins

L'objectif principal, défini par l'ensemble des professionnels impliqués, est de : « soutenir, structurer et développer le travail en réseau et ainsi contribuer à un meilleur équilibre de la population, en terme de santé mentale ».

Trois axes de travail prioritaires ont été définis à partir de besoins repérés par les partenaires de terrain, au sein des groupes de travail :

- Poursuivre la démarche de décloisonnement des pratiques professionnelles.
- Renforcer la participation des habitants dans les actions mises en place.
- Travailler à la mise en place de temps et de lieux ressources professionnels-habitants.

L'architecture de l'Atelier Santé Ville

- Un Comité de Pilotage réunissant les institutions clés de la démarche et pouvant s'élargir en cas de besoin à d'autres partenaires. Ce comité se réunit une à deux fois par an.
Les membres constitutifs du comité de pilotage sont : l'Etat, la Ville d'Oullins, le CCAS d'Oullins, l'Unité territoriale du Conseil général, l'Hôpital Saint Jean de Dieu, des représentants du groupe de travail santé mentale.
- Des groupes de travail de professionnels intervenant dans le champ de la santé et du social, favorisant la mise en réseau, la qualification et la réalisation d'actions.
A ce jour, les groupes sont : enfance, personnes âgées, création d'un lieu ressources adolescents, échanges entre professionnels. Ils peuvent être amenés à évoluer dans le temps.
- Un Groupe de Travail Santé Mentale réunissant des membres de chaque groupe thématique, permettant une mise en commun de l'avancement et des projets de chaque groupe et proposant des orientations de travail.

Pour mener à bien ses missions, l'Atelier Santé Ville a besoin :

- d'un coordinateur à mi-temps (animation des groupes de travail, appui à la mise en place d'actions auprès des professionnels et des publics) à partir de 2008 dans le cadre de la programmation Politique de la Ville,
- d'un temps de secrétariat (10% équivalent temps plein) aujourd'hui assuré par l'hôpital Saint Jean de Dieu,
- de temps d'intervention de spécialistes pour qualifier les professionnels, intervenir auprès des publics lors d'évènements à l'attention de la population.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

APPROUVE la création d'un Atelier Santé Ville, sa mise en place et son fonctionnement, dans les conditions définies ci-dessus.

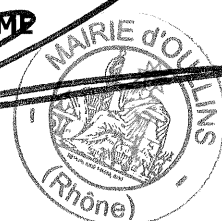
AUTORISE Monsieur le Maire à inscrire, au titre de la programmation 2008 du Contrat urbain de cohésion sociale, une fiche action Atelier Santé Ville.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : REFORME DE L'URBANISME - INSTAURATION DU PERMIS DE DEMOLIR
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'OULLINS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par ordonnance en date du 8 décembre 2005 a été engagée une réforme du Permis de Construire et des autorisations d'urbanisme, dont l'entrée en vigueur est intervenue le 1^{er} octobre 2007.

Cette réforme procède à une refonte complète du livre IV du Code de l'Urbanisme et notamment du Permis de Démolir.

Celui-ci devient un outil de protection du patrimoine et n'a plus pour objet de protéger les logements pour raisons sociales.

A compter du 1^{er} octobre 2007, l'Article L 421-3 du Code de l'Urbanisme indique que le Permis de Démolir est nécessaire pour "les démolitions des constructions existantes lorsque la construction relève d'une protection particulière ou est située dans une commune ou partie de Commune où le Conseil Municipal a décidé d'instaurer le Permis de Démolir".

Sur Oullins, plusieurs secteurs protégés, notamment autour des monuments historiques classés ou inscrits et les secteurs patrimoniaux inscrits au PLU, existent et soumettent, de facto, les démolitions à Permis de Démolir.

Néanmoins, le patrimoine de la Commune ne s'arrête pas à ces secteurs ; aussi il paraît opportun d'instaurer le Permis de Démolir obligatoire sur l'ensemble du territoire d'Oullins, afin de mieux maîtriser les mutations de la Commune.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs de soumettre à Permis de Démolir toute démolition sur la totalité du territoire communal.

- DELIBERE-

A L'UNANIMITE

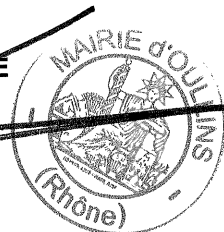
ACCEPTE de soumettre à Permis de démolir toute démolition sur la totalité du territoire communal

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : EVOLUTION DE LA SEM LYON CONFLUENCE EN UNE SOCIETE
PUBLIQUE LOCALE D'AMENAGEMENT (SPLA) –
ENTREE DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE – APPROBATION DES STATUTS –
DESIGNATION D'UN REPRESENTANT DANS LES INSTANCES DE LA SOCIETE.**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La société d'économie mixte (SEM) Lyon Confluence est une société d'économie mixte locale régie par les articles L1521-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT). Celle-ci est actuellement titulaire d'une concession d'aménagement, contractée de gré à gré avec la Communauté Urbaine de Lyon, dont l'objet concerne le développement du quartier de la Confluence à Lyon.

Or, ce type de contrat est désormais soumis à des exigences de mise en concurrence et de publicité, ce conformément au droit communautaire.

Il existe toutefois une exception à ces obligations lorsque ces concessions sont conclues par le concédant avec un aménageur sur lequel il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ces propres services (contrat dit « in house »).

C'est ainsi que l'article 20 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ouvre la possibilité aux collectivités de créer une nouvelle forme de société anonyme dénommée « société publique locale d'aménagement (SPLA) », dont elles détiennent la totalité du capital.

Dans ces conditions, il est apparu opportun de transformer les statuts et l'actionnariat de l'actuelle SEM Lyon Confluence pour la faire bénéficier pleinement de ces nouvelles dispositions.

La Communauté Urbaine s'est ainsi engagée dans une opération de rachat de la totalité des actions détenues par les actionnaires privés de la société.

Elle se propose en outre de céder aux collectivités intéressées ainsi qu'au Conseil Régional Rhône-Alpes, une action chacun - étant précisé que la répartition du capital ne permet pas d'octroyer à ces collectivités de représentant particulier au sein du Conseil d'Administration et que celles-ci devront être réunies en assemblée spéciale pour désigner un ou plusieurs mandataires communs chargés de les représenter au sein du Conseil d'Administration.

Compte tenu de la proximité géographique du site de la Confluence et de la vocation de cet établissement à s'intéresser à un territoire plus large, étant donné par ailleurs les perspectives de développement du quartier de la Saulaie liées notamment au prolongement de la ligne B du métro, il me paraît judicieux de répondre favorablement à cette proposition.

- DELIBERE -

A L'UNANIMITE

APPROUVE l'entrée de la commune d'Oullins dans l'actionnariat de la société publique locale d'aménagement Lyon Confluence, à hauteur de 0,08 % du capital, soit l'acquisition de 1 action à un prix unitaire de 1 524,49 euros, correspondant à un montant total de 1 524,49 euros. Les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif de la Ville pour l'année 2008,

APPROUVE les statuts de la société publique locale d'aménagement (pièce annexée à la présente délibération),

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bordereau de souscription d'action,

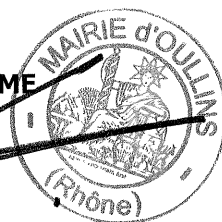
DESIGNE Monsieur le Maire représentant à l'assemblée spéciale et à l'assemblée générale de la société,

DONNE tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution des présentes.

"Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre"

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 20 DECEMBRE 2007

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents: 29

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : M. Georges TRANCHARD

Présents

Mrs BUFFET - LAVACHE, Mme SOLANE, M. AMBARD, Mme CHALAND, Mrs POURRADIER – TRANCHARD – LOCATELLI – MOREL, Mme CHICHERY, M. TERROT, Mmes BONHOMME – POUZERGUE - PAULINIER, M. SERVIANT, Mmes JOURDAIN - LETANCHE - DEGRANGE, M. LE GALL, Mme CATHERIN, Mrs MURBACH - GENTILINI - BOURDON – POMMATEAU – UBAUD, Mmes POMMERUEL - KERLAN, Mrs PERRET – RENAULT

Absent(e)s excusé(e)s et représenté(e)s

M. JABOULAY, Mme MASCARELLO, M. MICHARD, Mmes BERLEUX – RAYNAL, M. SIRY

Absent momentané

M. POMMATEAU (départ au rapport n°2 – Retour au rapport n°6)

OBJET : BUDGET PRIMITIF 2008 – BUDGET GENERAL.

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous présenter le Budget Primitif 2008 dont l'équilibre est le suivant :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	20 820 038,00	21 753 614,00
Mouvements d'ordre	933 306,00	
TOTAL	21 753 614,00	21 753 614,00

SECTION D'INVESTISSEMENT:

	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	8 230 794,00	7 297 488,00
Mouvements d'ordre		933 306,00
TOTAL	8 230 794,00	8 230 794,00

MONTANT GLOBAL :	29 984 408,00	29 984 408,00
-------------------------	----------------------	----------------------

Je vous rappelle que ce budget est présenté par chapitre et voté par l'Assemblée Délibérante selon ce choix.

La présentation complémentaire au cours de cette séance de Conseil Municipal permet d'analyser l'équilibre de ce budget 2008, ce qu'en sont les ressources, leur emploi et leur évolution.

Après avoir examiné le budget de manière détaillée, je sollicite votre approbation sur ce budget primitif 2008.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE le budget primitif 2008.

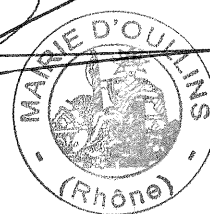
APPROUVE les documents annexés au budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUEFFET



**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2008 – SUBVENTIONS ET CONCOURS FINANCIERS
APPORTES PAR LA COMMUNE.**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

La commune d'Oullins apporte son concours financier à nombre d'associations et structures para municipales. Dans le cadre du vote du budget primitif 2008, il convient de procéder à l'attribution des subventions et concours financiers de l'exercice 2008. Le détail de ces propositions figure en annexe du budget primitif 2008. Ces propositions se répartissent par nature comme suit :

Article 204164	Subvention d'équipement Théâtre de la Renaissance	12 000,00
Article 2042	Subventions d'équipement à des organismes privés	158 000,00
Article 6574	Subventions de fonctionnement associations et organismes privés.	1 776 191,00
Article 65735	Subvention de fonctionnement Grand Lyon	23 700,00
Article 657362	Centre communal d'Action Sociale.	1 607 654,00
TOTAL :		3 577 545,00

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE les attributions de subventions 2008 telles que proposées dans l'état annexé au budget.

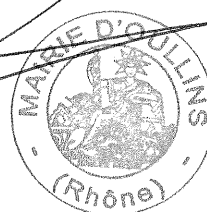
AUTORISE le Maire à procéder aux versements de ces subventions.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2008 : CONVENTIONS A CONCLURE AVEC LES
ORGANISMES DE DROIT PRIVE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2003-21 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations qui dispose en son article 10 que :

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Vu la convention ci-joint.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

Les organismes de droit privé ayant reçu annuellement de l'ensemble des autorités administratives, une subvention supérieure à un montant fixé par décret, doivent déposer à la Préfecture du Département où se trouve leur siège social, leur budget, leurs comptes, les conventions prévues au présent article et le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée a fixé à 23 000 € et 153 000 € les seuils déclenchant les obligations susvisées.

Les associations suivantes :

- L'ACSO
- AIJE
- Music'85
- Mission locale
- ALAEO
- EHO
- La Fraternelle
- L'amicale du personnel
- Patronage Laïque d'Oullins
- CASCOL
- Maison des jeunes et de la Culture
- Oullins Entraide
- Oullins seniors

seront bénéficiaires en 2008 de subventions supérieures à 23 000 € par la ville d'Oullins.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

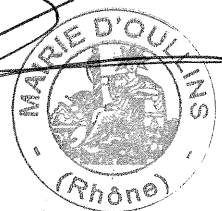
AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir entre la ville d'Oullins et ces associations selon le modèle ci-joint étant entendu qu'elles préciseront pour chacune d'elles l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-12-04

Service : Affaires culturelles

OBJET : BUDGET PRIMITIF 2008 - CONTRIBUTIONS A VERSER AU THEATRE DE LA RENAISSANCE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la convention du 6 mai 2005 entre la ville d'Oullins et le théâtre de la Renaissance ;

Vu l'avenant apporté à ladite convention approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 mars 2007 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le théâtre de la Renaissance est géré sous le mode de la régie autonome et personnalisée, suite à la création de cette régie par délibération du conseil municipal en date du 27 février 2003. L'activité de cette régie est effective depuis le 1^{er} juillet 2003. Comme convenu dans la convention entre la ville et la régie, la commune attribue chaque année au théâtre une contribution permettant d'assurer son fonctionnement, assortie d'une dotation d'équipement. Je propose l'attribution au théâtre de la Renaissance en 2008 des contributions suivantes : 679 000 € TTC au titre du fonctionnement et 12 000 € TTC au titre de l'investissement.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'attribution de contributions au théâtre de la Renaissance d'un montant de 679 000 € TTC pour ses dépenses de fonctionnement et de 12 000 € TTC pour ses dépenses d'investissement au titre de l'année 2008 ;

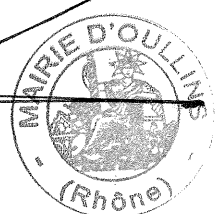
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2008 ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François- Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CREDITS NON AFFECTES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2007, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 415 Article 6574	Secteur sport – Soutien aux clubs

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
C.A.S.C.O.L.	Aide à la section « Athlétisme » pour l'organisation du cross country qui aura lieu le 11 novembre 2007 à Oullins dans le parc de la Bachasse.	150,00
T.C.O.	Aide pour l'organisation de vos tournois annuels « Grand Prix de la Ville d'Oullins » qui ont eu lieu aux mois de juin et septembre 2007 à Oullins.	1 830,00
Amicale Boule du Pont Blanc	Aide pour l'organisation de votre concours de boules « Coupe de Noël » qui aura lieu les 22 et 23 décembre 2007 à Oullins.	690,00
P.L.O.	Aide à la section « Boules » pour l'organisation des festivités liées au 90ème anniversaire de la section.	300,00
SGOSF Féminin	Aide pour la participation de vos licenciés au stage fédéral d'arbitrage qui a eu lieu du 16 au 21 juillet 2007 à Sablé sur Sarthe.	200,00
Basket Handisport Thonon	Participation au tournoi des « 5 Nations » qui a eu lieu du 1 ^{er} au 4 novembre 2007 à Paris.	200,00
TOTAL		3 370,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 520 Article 6574	Secteur social – Action civique et linguistique

ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
ACSO	Action civique et linguistique	2 400,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 33 Article 6574	Secteur culturel

ASSOCIATION DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
EHO	Subvention exceptionnelle	1 272,00

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

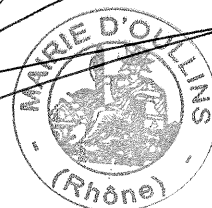
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2007, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET: GESTION 2007 - DECISION MODIFICATIVE N°4.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2007 le 21 décembre 2006 sur des bases prévisionnelles.

A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements

soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux.

Ces ajustements sont les suivants :

Compte	Objet	Section d'investissement		Section de fonctionnement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
23-238-831	Régularisation avance travaux balmes de la Cadière		38 121,00		
23-2312-831	Régularisation avance travaux balmes de la Cadière	38 121,00			
071-1328-212	Subvention CAF Halte garderie J.Macé		-33 000,00		
13-1321-820	Aide Etat Etude devenir école J.Jaurès		-6 500,00		
075-1321-321	Subvention DRAC contruction médiathèque		366 955,00		
23-2312-831	Aménagement des Balmes de la Cadière	55 200,00			
	Actualisation des marchés et avenant				
13-1328-831	Participation ICF travaux Balmes de la Cadière		77 721,00		
13-1322-831	Participation Région travaux Balmes de la Cadière		36 672,00		
13-1325-831	Participation Grand Lyon travaux Balmes de la Cadière		54 850,00		
024-024-824	Cession tènement 194 grande rue		-800 000,00		
16-1641-01	Emprunts		358 502,00		
21-2188-823	Matériel équipe espaces verts	-3 000,00			
077-2312-833	Réhabilitation parc naturel urbain de l'Yzeron	3 000,00			
011-63512-020	Taxes foncières			11 050,00	
011-6358-020	Taxe sur les logements vacants			2 000,00	
011-61521-823	Abattage et élagage Bois maison de l'enfance chemin du Petit Revoyet			16 615,00	
022-022-01	Dépenses imprévues			-29 665,00	
73-7381-01	Taxe additionnelle droits d'enregistrements				57 000,00
011-60612-020	Gaz et électricité			21 000,00	
011-60611-413	Eau piscine			36 000,00	
16-1641-01	Remboursement capital des emprunts	-41 500,00			
01-021-01	Virement de la section de fonctionnement		-41 500,00		
01-023-01	Virement à la section d'investissement			-41 500,00	
66-66112-01	Régularisation ICNE 2005 (réforme M14)			41 500,00	
77-775-020	Reprise véhicule				200,00
67-676-020	Différence sur réalisation			200,00	
19-192-020	Plus values sur cession d'immobilisation		200,00		
16-1641-020	Remboursement capital des emprunts	200,00			
21-2184-323	Mobilier service des archives	-445,00			
23-2316-323	Restauration registres	240,00			
21-2161-323	Achat de cartes postales anciennes	205,00			
Total		52 021,00	52 021,00	57 200,00	57 200,00

DELIBERE

À L'UNANIMITE

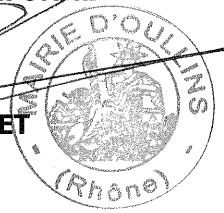
AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : TARIFICATIONS APPLICABLES AU CIMETIERE
POUR L'ANNEE 2008**

-LE CONSEIL MUNICIPAL-

Vu les articles L 2223-1 du CGCT et suivants et notamment les articles L2223-14 et L2223-15 du CGCT

Vu le règlement du cimetière d'Oullins pris par un arrêté du Maire en date du 22 octobre 2004 modifié et applicable au 1^{er} janvier 2005

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Il est nécessaire de fixer, annuellement, les tarifs applicables aux concessions, et pour 2008 de fixer le montant pour les concessions et les cases d'une durée de 15 ou 30 ans.

Les tarifs des concessions seront donc fixés comme suit:

	15 ans	30 ans
2m2	232 €	456 €
2.30 m2	266 €	496 €
2.50m2	288 €	566 €

Le tarif de la location d'une case de columbarium s'élèvera, pour 2008, à 232 € pour 15 ans et 452 € pour 30 ans.

Il convient également de fixer un tarif pour le caveau provisoire, qui est de 3 € par jour et par cercueil.

Enfin, l'emplacement en terrain pour enfants morts nés ou de moins de 5 ans est gratuit.

-DELIBERE-

À L'UNANIMITÉ

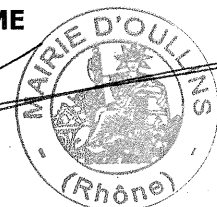
FIXE, pour 2008, les tarifs, sus mentionnés, applicables aux concessions funéraires

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-12-08

Service : Ressources Humaines

**OBJET : CONVENTION AVEC LE CENTRE DE GESTION DU RHONE RELATIVE A
L'INTERVENTION SUR LES DOSSIERS RELEVANT DE LA CAISSE NATIONALE DE
RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis 1987 le Centre de Gestion du Rhône a signé une convention de partenariat avec la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), afin de contrôler et de suivre les dossiers CNRACL instruits par les collectivités et établissements publics affiliés au dit Centre, avant leur transmission à la CNRACL. Cette mission, exercée à titre facultatif par le Centre de Gestion, était financée pour une faible partie par la Caisse et pour la majeure partie par une cotisation additionnelle.

La loi du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale a modifié le champ d'intervention des Centres de Gestion :

- d'une part, ils doivent désormais, à titre obligatoire, apporter leur concours aux régimes de retraites pour la mise en œuvre du droit à l'information des actifs instauré par la loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites ;
- d'autre part, ils peuvent, à titre facultatif, assurer toute tâche administrative en matière de retraite et d'invalidité des agents pour les collectivités et établissements publics affiliés qui le lui demandent.

Ce nouveau dispositif a conduit à une modification substantielle du partenariat précité, désormais établi avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). Ainsi, par convention à effet du 1^{er} juillet 2007, la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant en tant que gestionnaire de la CNRACL, a confié au Centre de Gestion du Rhône une mission d'intervention sur les dossiers CNRACL, pour le compte des collectivités et établissements affiliés qui le lui demandent. Cette nouvelle mission voit son financement considérablement réduit par la CDC, ne permettant plus de maintenir le service actuellement rendu.

Aussi, le conseil d'administration du Centre de Gestion a décidé de proposer de poursuivre sa mission de contrôle et de suivi des dossiers, au moyen d'un conventionnement passé avec les collectivités et les établissements publics affiliés qui le souhaitent, qui prendra effet au 1^{er} janvier 2008.

Le Centre de Gestion assurera la mission de contrôle et le suivi exclusivement sur les processus listés ci-dessous, selon les tarifs indiqués (coût par dossier).

- | | |
|---|-------|
| • Régularisation de services | 108 € |
| • Validation de services de non titulaire | 108 € |
| • Rétablissement de service au régime général | 62 € |
| • Liquidation d'une pension vieillesse | 106 € |
| • Liquidation d'une pension d'invalidité | 139 € |
| • Liquidation d'une pension de réversion | 75 € |

Ces conditions financières seront révisables au début de chaque année civile par avenant à la convention. Le recouvrement des frais de mission sera assuré semestriellement par le Centre de Gestion, sur la base des dossiers transmis à la CNRACL au cours du semestre considéré.

La convention sera établie à compter du 1^{er} janvier 2008 et jusqu'au 30 juin 2010, date d'échéance de la convention de partenariat signée entre le Centre de Gestion et la Caisse des Dépôts et Consignations.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la convention à passer avec le Centre de Gestion du Rhône, relative à l'intervention sur les dossiers CNRACL.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 011 du budget.

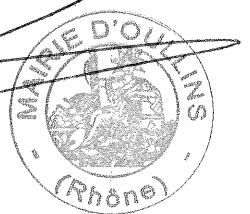
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-12-09

Service : Ressources Humaines

OBJET : CREATION DE POSTES POUR UN BESOIN SAISONNIER OU OCCASIONNEL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 3 alinéa 2 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale permet de recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de six mois pendant une même période d'un an et de conclure pour une période maximale de trois mois, renouvelable une fois à titre exceptionnel des contrats pour faire face à un besoin occasionnel.

Je vous propose d'approuver la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des activités municipales suivantes jusqu'au 31 décembre 2008.

1/ Besoin occasionnel :

Nature des Fonctions	Grade et rémunération	Période	Nombre d'emplois (*)
Surcroît de travail ou remplacement de titulaires en congés annuels dans le domaine de l'entretien, des espaces verts et de la manutention	Adjoint technique de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008	7
Surcroît de travail ou remplacement de titulaires en congés annuels dans les services administratifs & culturels	Adjoint administratif de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008	6
Week-end et vacances scolaires Maîtres nageurs Sauveteurs rémunérés selon les diplômes suivants : - BNSSA - Brevet d'Etat MNS - BEESAN	Opérateur APS 7 ^e échelon Opérateur qualifié APS 7 ^e échelon Educateur APS 2 ^e classe 5 ^e échelon	du 1 ^{er} janvier 2008 au 31 mars 2008 et du 1 ^{er} octobre 2008 au 31 décembre 2008	15

2/ Besoin saisonnier : pour la piscine municipale afin d'assurer la saison d'été et les vacances scolaires

Nature des Fonctions	Grade et rémunération	Période	Nombre d'emplois (*)
- Nettoyage des bassins - Surveillance des cabines - Accueil	Adjoint technique de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 01 ^{er} avril 2008 au 30 septembre 2008	17
Maîtres nageurs Sauveteurs rémunérés selon les diplômes suivants : - BNSSA - Brevet d'Etat MNS - BEESAN	Opérateur APS 7 ^e échelon Opérateur qualifié APS 7 ^e échelon Educateur APS 2 ^e classe 5 ^e échelon	du 01 ^{er} avril 2008 au 30 septembre 2008	15

(*) : Le nombre d'emplois créés correspond à un nombre maximum d'agents rémunérés sur une période donnée.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la création des emplois nécessaires au recrutement d'agents non titulaires pour un besoin saisonnier ou occasionnel à compter du 1^{er} janvier 2008.

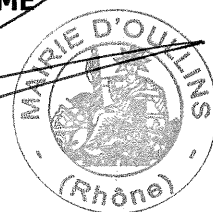
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-12-10

Service : Ressources Humaines

OBJET : PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les circulaires ministérielles n° 1931 et n° 256 du 15 juin 1998 ; n° 2025 et n° 2257 du 19 juin 2002 ; n° 2112 du 17 janvier 2006 ; n° 2120 du 10 juillet 2006 ; n° 2128 du 30 janvier 2007 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

L'article 70 de la loi du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale, prévoit que les collectivités territoriales et établissements publics ont désormais l'obligation d'offrir à leurs personnels des prestations d'action sociale. Il appartient à chaque organe délibérant de déterminer le périmètre, le mode de gestion et le montant des dépenses afférentes, dans la limite de ce qui est autorisé pour la Fonction Publique d'Etat.

Hormis l'abrogation de la prise en charge des frais de garde de jeunes enfants par la circulaire du 10 juillet 2006, les prestations d'action sociale demeurent les mêmes :

- L'aide aux familles : l'aide aux parents séjournant en maison de repos avec leurs enfants.
- Les subventions pour séjours d'enfants : les centres de vacances avec hébergement (colonies de vacances), les centres de loisirs sans hébergement (centres aérés), les séjours en centres familiaux de vacances et séjours en établissements des gîtes de France, les séjours en classe de neige, mer ou nature (classes de découverte), les séjours linguistiques.
- Les mesures propres aux enfants handicapés ou infirmes : l'allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes de moins de 20 ans, les séjours en centres de vacances spécialisés pour handicapés, les séjours d'enfants handicapés de moins de 20 ans en maisons ou villages familiaux de vacances, l'allocation spéciale pour jeunes adultes atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans.

Sont susceptibles de bénéficier des prestations, les agents exerçant à temps complet, non complet ou à temps partiel : titulaires, stagiaires et non titulaires en position d'activité.

Je vous propose, comme chaque année, de fixer ainsi qu'il suit les prestations d'action sociale.

NATURE DE LA PRESTATION	TAUX 2008	CONDITIONS INDICIAIRES	DUREE MAXI DU SEJOUR
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant	20,29 €		35 j/an
Centres de vacances avec hébergement -enfants de moins de 13 ans -enfants de 13 à 18 ans	6,51 € 9,87 €	IB inférieur ou égal à 579	45 j/an
Centres de loisirs sans hébergement (enfants de moins de 18 ans) -journée complète -demi-journée	4,71 € 2,36 €	IB inférieur ou égal à 579	
Maisons familiales et villages familiaux de vacances agréés et séjours en gîtes de France (enfants de moins de 18 ans et moins de 20 ans pour les enfants handicapés) -pension complète -autres formules	6,86 € 6,51 €	IB inférieur ou égal à 579	45 j/an
Séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif (enfants de moins de 18 ans) -par séjour d'au moins 21 jours -par jour pour les séjours d'une durée inférieure	67,55 € 3,21 €	IB inférieur ou égal à 579	31 j/an
Séjours linguistiques -enfants de moins de 13 ans -enfants de 13 à 18 ans	6,51 € 9,87 €	IB inférieur ou égal à 579	21 j/an
Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans Versée uniquement aux bénéficiaires de l'allocation mensuelle d'éducation spéciale	142,05 € (par mois)		
Séjours en centre de vacances spécialisé pour handicapés (sans limite d'âge)	18,59 € (par jour)		45 j/an
Allocation spéciale pour enfants atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage (enfants de 20 à 27 ans) Versée uniquement aux bénéficiaires de l'allocation mensuelle d'éducation spéciale	112,01 € (par mois)		

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DECIDE le versement pour l'année 2008 des prestations d'action sociale, conformément aux dispositions citées plus haut.

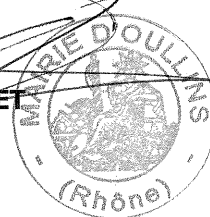
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-12-11

Service : Ressources Humaines

OBJET : MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EFFECTIFS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois territoriaux ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 11 décembre 2007;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous propose d'approuver les modifications suivantes au tableau des effectifs qui correspondent à des suppressions de postes vacants. Ces postes avaient été créés en leur temps et pourvus par des fonctionnaires. Certains sont partis à la retraite, d'autres ont muté, enfin d'autres encore ont été nommés sur des grades différents par voie de promotion interne ou avancement de grade. De plus, les agents qui ont été recrutés ne détenaient pas forcément le grade disponible au tableau des effectifs. Par conséquent, les postes à supprimer n'ont plus d'utilité aujourd'hui car ils ne sont pas pourvus et n'ont pas vocation à l'être.

<u>CADRE D'EMPLOIS</u>	<u>Nb de postes supprimés</u>
Adjoint Administratif Territorial	3
Ingénieur territorial	1
Agent de maîtrise	2
Adjoint Technique Territorial	
• Temps complet	7
• TNC 28h00	1
• TNC 30h00	1
ATSEM	3
Animateur territorial	1
Assistant qualifié de conservation	1
Agent de police municipale	2

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE les modifications du tableau des effectifs exposé ci-dessus.

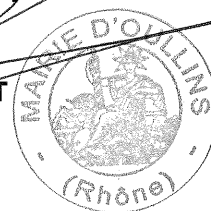
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION POUR L'ETABLISSEMENT DU FORFAIT COMMUNAL POUR
LES ELEVES OULLINOIS INSCRITS DANS LES ECOLES MATERNELLES
ET ELEMENTAIRES PRIVEES NOTRE DAME DU BON CONSEIL ET
FLEURY MARCEAU (ANNEE SCOLAIRE 2007/2008)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 4 novembre 2003, le Conseil Municipal a fixé le montant du forfait communal pour les années 2003/2004 à 2006/2007 avec les écoles privées Notre Dame du Bon Conseil et Fleury Marceau.

Une nouvelle convention doit être signée pour les années à venir.

Je vous propose d'établir une convention d'un an pour l'année scolaire 2007/2008 selon les modalités d'attribution définies précédemment sur la base d'une augmentation similaire à celle appliquée sur les crédits scolaires versés aux écoles publiques à savoir 1,5 %.

La participation par élève oullinois au titre de l'année scolaire 2007/2008 (budget 2008) s'élèverait donc à :

- 171,80 Euros pour les écoles maternelles,
- 558,35 Euros pour les écoles élémentaires,

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions ci-jointes à intervenir entre la commune d'Oullins et les écoles privées citées ci-dessus, conventions dont le texte est joint à la présente délibération.

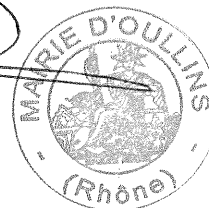
PRECISE que la dépense est prévue au compte 6574, fonction 213 (budget 2008).

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : SIGNATURE D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE
PARTENARIAT ENTRE LA VILLE ET LE THEATRE DE LA RENAISSANCE
CONCERNANT LE BAC A TRAILLE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la convention du 6 mai 2005 entre la ville d'Oullins et le théâtre de la Renaissance ;

Vu la décision n° D 06-19 approuvant la convention de mise à disposition des locaux en date du 6 avril 2006 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis le 1^{er} mars 2006, La Ville a confié au théâtre de la Renaissance la gestion de l'Espace Culturel de la Saulaie, située au 20, rue de la Convention à Oullins. En effet, la Ville a fait l'acquisition en 2000 de cette ancienne église désacralisée et désaffectée afin de la transformer en espace de création artistique et d'animation culturelle. A titre de rappel, le coût de la réhabilitation de ce bâtiment a été de 469 590 € HT, dont un financement assumé par moitié par la Ville d'Oullins à hauteur de 236 089 € HT.

Dans le cadre de l'évolution des missions du théâtre de la Renaissance et en concertation avec les principaux partenaires financiers du théâtre, la Ville a donc choisi de confier au théâtre de la Renaissance la gestion de l'espace culturel de la Saulaie afin d'y mener à bien un projet de centre de création et de production pour le théâtre musical. Ce projet est également soutenu par le Ministère de la Culture, la Direction Régionale des Affaires Culturelles en Rhône-Alpes et le Conseil Régional Rhône-Alpes.

L'espace culturel de la Saulaie est officiellement devenu le Bac à Traille, en référence à l'histoire d'Oullins et du quartier de la Saulaie, lors de son inauguration en date du 16 juin 2006. En effet, le Bac à Traille est le nom désignant l'embarcation qui, avant la construction de l'autoroute, reliait le quartier de la Saulaie à Gerland. Le quartier de la Saulaie est par ailleurs un quartier prioritaire de catégorie 1 au regard des critères établis par la politique de la ville et définis dans la convention locale d'application du contrat urbain de cohésion sociale.

Une convention d'occupation de locaux a été signée entre la Ville et le théâtre, mettant les lieux à disposition du théâtre à partir du 1^{er} mars 2006 pour une durée de trois ans. Afin de compléter cette convention d'occupation de locaux, et au terme d'une année de fonctionnement du Bac à Traille, la Ville souhaite établir une convention d'objectifs avec le théâtre. L'enjeu est de préciser les objectifs communs de la Ville et du théâtre pour ce nouvel équipement culturel qui s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique culturelle menée par la Ville.

Assurer l'action culturelle en direction de tous les publics est l'une des missions confiées par la Ville au théâtre dans la convention cadre du 6 mai 2005. En dotant le théâtre d'un nouvel équipement, le Bac à Traille, la Ville et le théâtre poursuivent les objectifs suivants :

- définir le cahier des charges du Bac à Traille en tant que nouvel équipement culturel sur le territoire de la Ville, intrinsèquement lié au projet artistique du théâtre ;
- donner davantage de moyens au théâtre pour assurer sa mission d'action culturelle en direction de tous les publics ;
- inscrire le Bac à Traille comme élément structurant de la politique culturelle de la Ville ;

- affirmer le rôle du Bac à Traille comme pivot du volet culturel du contrat urbain de cohésion sociale d'Oullins ;
- rendre compte de bilans réguliers des actions menées dans le cadre du Bac à Traille.

Pour atteindre ces objectifs, la Ville confie au théâtre le soin de mettre en œuvre au Bac à Traille un projet culturel défini de manière conjointe et décrit à l'article 3 de la présente convention. La Ville souligne, à travers ce projet, l'importance de la mission d'action culturelle du théâtre, en direction de tous les publics. Il est entendu que la participation financière de la Ville au projet du Bac à Traille est englobée dans la contribution annuelle versée par la Ville au théâtre dans les conditions décrites par la convention cadre du 6 mai 2005. Cette convention cadre demeure la convention de référence encadrant les relations entre la Ville et le théâtre, la présente convention ayant vocation à définir le projet spécifique du Bac à Traille.

En contrepartie, le théâtre s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose et à en rechercher d'autres autant que possible afin de mener à bien cette mission confiée par la Ville.

Cette convention d'objectifs entre la Ville et le théâtre de la Renaissance concernant le bac à Traille a été soumise au d'administration du théâtre de la Renaissance en date du 19 décembre 2007.

Je vous propose d'approuver cette convention d'objectifs avec le théâtre de la Renaissance et de m'autoriser à la signer.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à signer une convention d'objectifs avec le théâtre de la Renaissance concernant le Bac à Traille ;

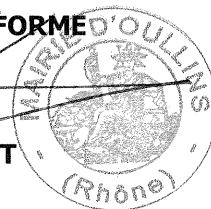
PRECISE que cette nouvelle convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2008 pour une durée de trois ans ;

DONNE tous les pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
« CULTURE ET DEVELOPPEMENT »**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les statuts de l'association « Culture et Développement » ;

Vu la convention du 21 décembre 2006 entre la Ville d'Oullins et la Banque Rhône-Alpes du Livre, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La commune a signé une convention de partenariat avec l'association "culture et développement" le 21 décembre 2006, pour une durée de trois ans. L'objet de cette convention est de permettre à la bibliothèque municipale d'adresser chaque année des dons d'ouvrages ou de périodiques issus du désherbage de ses collections à la Banque Rhône-Alpes du Livre, structure émanant de l'association « Culture et Développement » et participer ainsi à l'approvisionnement en livres de nombreux réseaux de bibliothèques de pays d'Afrique francophone.

Cette convention prévoit également, à titre facultatif, l'allocation d'une subvention à l'association « culture et développement » pour permettre l'achat d'ouvrages neufs destinés aux bibliothèques de pays d'Afrique francophone.

Je propose l'attribution d'une subvention de 407 euros à cette association. Cette somme correspond aux recettes des ventes de 333 livres issus du désherbage et perçues à l'occasion de la manifestation « Lire en Fête » organisée par la bibliothèque municipale du 19 octobre au 3 novembre 2007.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le renouvellement de la convention entre la commune et l'association « Culture et Développement »

PROPOSE l'attribution d'une subvention à l'association d'un montant de 407 euros ;

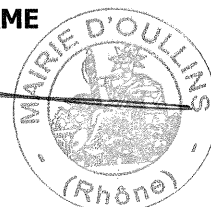
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2007.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : APPROBATION DU CONTRAT ENFANCE ET JEUNESSE 2007 –2010
ENTRE LA VILLE ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LYON (Caf)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins et la Caf de Lyon sont liées depuis 1989 dans le cadre d'un contrat enfance reconduit en 1992, 1997 puis 2002 pour des périodes successives de 5 ans.

Dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion 2005 – 2008 signée entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, les dispositifs contrat enfance et contrat temps libre sont unifiés en contrat unique enfance et jeunesse (Cej). Le Cej est un contrat d'objectifs et de co-financements qui vise à assurer une continuité d'interventions et de services pour les enfants, en privilégiant une logique de passerelles successives jusqu'à la majorité légale de l'enfant.

Le Cej permet de faire évoluer la politique de développement mise en œuvre antérieurement vers une politique plus ciblée et mieux maîtrisée. Ses principaux objectifs sont :

- 1/ Favoriser le développement et améliorer l'offre d'accueil par :
 - une localisation géographique équilibrée des différentes actions,
 - une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants,
 - un encadrement de qualité,
 - une implication des enfants, des jeunes et de leurs parents, dans la définition des besoins, la mise en œuvre et l'évaluation des actions,
 - une politique tarifaire permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.
- 2/ Contribuer à l'épanouissement de l'enfant et du jeune ainsi qu'à leur intégration dans la société par :
 - des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale,
 - la responsabilisation pour les plus grands.

Ainsi, pour ce nouveau Cej, la Ville s'engage à maintenir, développer et améliorer l'offre d'accueil, par le biais entre autres de la recherche d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants, l'implication des enfants, jeunes et de leurs parents ; et une politique tarifaire adaptée pour l'accès des familles aux revenus modestes.

Ceci se traduit par un certain nombre de projets et d'actions à renforcer et/ou développer dans les années à venir. Parmi ceux-ci figurent pour exemples :

- * la création de douze places supplémentaires au Pôle Petite Enfance de la Bussière ;
- * la mise en place de la restauration au PPE de la Bussière et à l'EAJE Pinocchio ;
- * l'intervention d'une équipe pluridisciplinaire au sein des structures de la petite enfance ;
- * la mise en place d'un lieu de documentation et dédié à la parentalité ;
- * les centres de loisirs de l'ACSO ;

Considérant l'intérêt du Cej pour la petite enfance, l'enfance et la jeunesse sur Oullins, et que ces actions contribuent à l'amélioration des services aux usagers dans ces secteurs, je vous demande de bien vouloir :

- approuver les termes du Cej proposé par la Caf de Lyon ;
- m'autoriser à le signer.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE les termes du contrat enfance et jeunesse 2007 - 2010 tel qu'il est proposé par la caisse d'allocations familiales de Lyon.

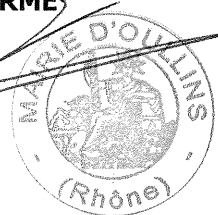
AUTORISE Monsieur le Maire à le signer.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : DISPOSITIF VILLE, VIE, VACANCES – SAISON 2008
MODALITES DE SIGNATURE DES CONVENTIONS LIANT LA VILLE A SES
PARTENAIRES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le dispositif national Ville, Vie, Vacances coordonné sur le département du Rhône par la Préfecture, vise à inscrire des jeunes fragilisés dans une démarche de projet. Cet outil pédagogique mis à disposition de la politique de la ville et particulièrement de la politique de prévention des communes, se décline en un volet animation et un volet chantier.

A Oullins, la mise en œuvre du dispositif Ville, Vie, Vacances a lieu dans un cadre partenarial impliquant des acteurs locaux ou de l'agglomération Lyonnaise, tels que l'Association des Centres Sociaux d'Oullins (ACSO), le Club Intercommunal des Sports Acrobatiques et Gymniques (CISAG), l'Unité de Transports en Commun d'Oullins (Keolis), ou encore le Grand Parc de Miribel Jonage.

Des conventions liant la ville et ces partenaires déterminent le cadre juridique et le montage financier de l'opération.

Dans l'objectif d'améliorer le fonctionnement du dispositif VVV en terme d'adéquation avec le calendrier prévisionnel des vacances scolaires, la délibération qui vous est proposée vise à autoriser Monsieur le Maire à signer pour l'ensemble de l'année 2008, les conventions afférentes à l'organisation des chantiers et des animations Ville, Vie, Vacances.

Les dépenses correspondant à ce dispositif sont inscrites au budget primitif 2008 à la ligne 422 6574.

Le versement des subventions est effectué après service fait, sur la base de la présentation d'un bilan par le partenaire, et délibération du Conseil Municipal.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

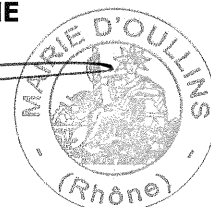
AUTORISE le Maire à signer l'ensemble des conventions relatives à la mise en œuvre du dispositif Ville, Vie, Vacances pour l'année 2008, dans les conditions ci-dessus déterminées.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération

Ainsi fait délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DE L'EX-CHAPELLE
DE LA CADIÈRE
AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le code des Marchés Publics et notamment ses articles 26 I, 57 à 59;
Vu le choix de la commission d'appel d'offres en dates des 12 et 19 décembre 2007;
Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

La commune d'Oullins va procéder à la transformation de l'ex-chapelle de la Cadière en locaux à usage sportif. Afin de procéder à l'attribution des marchés de travaux nécessaires à la réalisation de cette opération, une consultation par procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée et un avis d'appel public à concurrence publié dans le Journal du Bâtiment et des Travaux Publics le 25 octobre 2007.

Après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres réunie les 12 et 19 décembre 2007 a attribué les marchés comme suit:

lot n°1: démolition maçonnerie attribué à Paillasseur
pour un montant de 71 579,26 € HT soit 85 608,80 € TTC.

lot n°2: charpente métallique, couverture étanchéité a été déclaré infructueux, aucune offre n'ayant été reçue. Le lot remplissant les conditions prévues à l'article 27 III 2° du code des marchés publics, il a été relancé selon une procédure adaptée.

lot n°3: menuiseries extérieures attribué à E3 M
pour un montant de 27 293 € HT soit 32 642,43 € TTC.

Lot n°4: menuiseries intérieures bois attribué à Larat Menuiserie
pour un montant de 5 527 € HT soit 6 610,29 € TTC

lot n°5: plâtrerie peinture faux plafonds attribué à Cornevin
pour un montant de 17 820,33 € HT soit 21 313,11 € TTC

lot n°6: peinture attribué à Tondella peinture
pour un montant de 8 416,45 € HT soit 10 066,07 € TTC

lot n°7: carrelage faïence chape attribué à Saulnier
pour un montant de 12 891,59 € HT soit 15 418,34 € TTC

lot n°8: enduit de façades attribué à Meric SARL
pour un montant de 4 880,65 € HT soit 5 837,26 € TTC

lot n°9: chauffage/ VMC/ plomberie / station solaire attribué à Rhône Fluides
pour un montant de 98 590,40 € HT soit 117 914,12 € TTC

lot n°10: électricité courants forts et faibles attribué à Guillot
pour un montant de 31 361,19 € HT soit 37 507,98 € TTC

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer les marchés relatifs aux travaux de réhabilitation et d'extension de l'ex-chapelle de la Cadière avec les titulaires désignés ci-dessus;

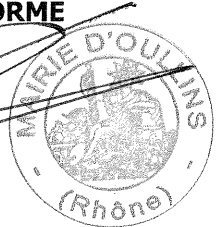
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés au budget 2008 chapitre 23 fonction 411 article 2313;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : TRAVAUX DE POSE, MAINTENANCE ET DEPOSE DE FESTIVITES,
ILLUMINATIONS ET BORNES DE MARCHES FORAINS- AUTORISATION DE SIGNER
LE MARCHÉ**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le code des Marchés Publics et notamment ses articles 26, 28 et 77;
Vu l'article 2 du règlement intérieur applicable aux marchés passés selon une procédure adaptée du 24 juin 2004;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Je vous rappelle que durant l'année 2007, la commune a transféré au Sigerly les compétences relatives à la maintenance du réseau d'éclairage public. En conséquence, le marché conclu en décembre 2006 et ayant pour objet les travaux de maintenance du réseau d'éclairage public de la commune n'est pas renouvelé à l'issue de sa première année. Suite à ce transfert de compétences, les besoins de la commune ont été redéfinis afin de relancer une procédure de consultation et conclure un nouveau marché. L'estimation préalable des besoins étant inférieure à 210 000 euros HT, une procédure de consultation a été lancée selon une procédure adaptée et un avis d'appel public à concurrence publié dans le Journal du Bâtiment et des Travaux Publics du 8 novembre 2007 pour procéder à la désignation du titulaire de ce marché. Il s'agit d'un marché à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique et comportant des montants minimum et maximum. Les montants minimum et maximum annuels sont les suivants:

Montant minimum: 30 000 € HT.
Montant maximum: 90 000 € HT.

Le marché est conclu pour une durée de 1 an ferme reconductible expressément 1 fois. Après présentation du rapport d'analyse des offres à la Commission d'appel d'offres le 12 décembre 2007, le marché est attribué à l'entreprise Cavallera.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer le marché à bons de commande de travaux de pose, maintenance et dépose d'illuminations, festivités et bornes de marchés forains avec le titulaire désigné ci-dessus;

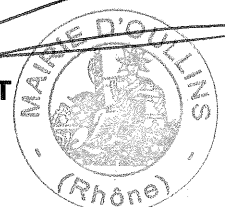
PRECISE que les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008 et suivants chapitre 011 fonction 024 article 6232;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : ACQUISITION D'UN TERRAIN
SIS 25 – 29 RUE PIERRE SEMARD**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous rappelle que le secteur de la gare d'Oullins situé à la charnière du centre ville et du quartier de la Saulaie est en pleine mutation. Celui-ci doit en effet voir la construction de la Médiathèque, l'arrivée du métro et la création d'un pôle multimodal permettant d'assurer l'inter connexion bus /métro (ligne B) /train.

C'est dans ce contexte que la ville a souhaité acquérir la propriété sise 25 à 29 Rue Pierre Sépard mise en vente par ses actuels propriétaires.

Je vous rappelle que dans le cadre de la modification n° 1 du PLU approuvée le 02 mai 2007, nous avons obtenu de la Courly l'institution d'une zone non aedificandi sur une partie de cette parcelle afin de pouvoir créer un espace public situé dans la continuité du parvis de la Médiathèque et ouvrant sur les berges de l'Yzeron, requalifiées à terme.

Les conditions de cette acquisition sont les suivantes :

- superficie de la parcelle concernée : 1 660 m² (AL 233)
- prix d'acquisition : 860 000 € en l'état, conforme à l'avis rendu par le Service des Domaines.

Compte tenu de l'importance particulière de cette parcelle pour la poursuite des projets de la ville, je vous demande, Mesdames et Messieurs de bien vouloir m'autoriser à procéder à son acquisition.

- DELIBERE-

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'acquisition de la parcelle AL 233, sise 25 à 29 rue Pierre Sépard, au prix de 860 000 €

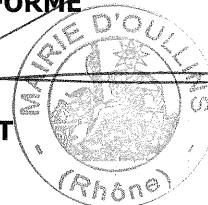
DIT que les crédits seront inscrits au budget primitif 2008

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.
Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : MISE EN DEMEURE D'ACQUERIR LE TERRAIN CADASTRE AK 16
SIS 45-53 RUE PASTEUR – PRINCIPE D'ACQUISITION DE LA PROPRIETE PAR LA
COMMUNE ET AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE NEGOCIER**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis de nombreuses années, le terrain sis 45-53 Rue Pasteur fait l'objet de plusieurs Emplacements Réservés (ER) inscrits aux POS successifs puis au PLU.

Il s'agit de :

- L'Emplacement Réservé n° 3 inscrit pour l'extension du groupe scolaire, au bénéfice de la Ville pour 2 110 m² environ.
- L'Emplacement Réservé n° 26 pour création d'une voie nouvelle entre la Rue de la Commune de Paris à la Rue Louis Pasteur, au bénéfice du Grand Lyon pour 442 m² environ.
- L'Emplacement Réservé n° 27 pour élargissement ponctuel de la Rue Louis Pasteur au bénéfice du Grand Lyon pour 111 m² environ.

Conformément à l'Article L. 230-1 du Code de l'urbanisme, le propriétaire de ce tènement nous a adressé une mise en demeure d'acquérir en février 2007. Ce même article précise que la collectivité dispose d'1 an pour se prononcer favorablement sur cette demande, faute de quoi la réserve devient inopposable.

Aussi, il est temps aujourd'hui, conjointement avec le Grand Lyon, d'acter le principe de l'acquisition de cette propriété

Une réflexion est actuellement menée avec les responsables de l'école Jean de la Fontaine ainsi que les riverains concernés par mutation de ce site dont l'état général est vétuste. Les différents scénarios étudiés avec l'aide de Mme Joëlle Bourgin, architecte urbaniste missionnée par la Ville et la Courly, visent à tester différentes configurations prenant en compte les besoins d'évolution du groupe scolaire. De nouvelles réunions sont prévues prochainement en vue du choix d'une solution définitive.

Le Grand Lyon étant intéressé lui aussi par cette acquisition, il est admis que celle-ci se fera au prorata des surfaces concernées par les différents emplacements réservés, la Ville acquérant ainsi en propre 2 110 m² environ.

Compte tenu de l'intérêt de cette parcelle pour l'évolution du groupe scolaire et du quartier, je vous demande Mesdames, Messieurs de bien vouloir acter le principe d'acquisition dudit terrain afin de répondre positivement à la mise en demeure d'acquérir et de m'autoriser à mener la négociation qui en découle avec le propriétaire, sur la base de l'évaluation du Service des Domaines.

- DELIBERE-

À L'UNANIMITÉ

ACTE le principe d'acquisition de la réserve n° 3 inscrite au PLU concernant un terrain sis 45-53 Rue Pasteur.

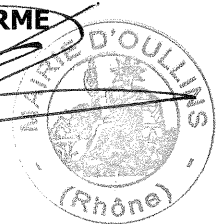
AUTORISE Monsieur le Maire à engager les négociations qui en découlent

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : INSTALLATION CLASSEE : DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
D'EXPLOITER UNE PLATE-FORME DE GESTION DE DECHETS POUR
L'ENTREPRISE ISS ENVIRONNEMENT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs

Je vous précise que ce dossier concerne une demande de l'entreprise ISS ENVIRONNEMENT pour l'exploitation d'une plate-forme de gestion de déchets sur le site du port Edouard Herriot.

Cette activité est visée par les rubriques n° 167-A, 322 A, 322 B-1, 329, 98 bis B-1, et 2260-1 de la nomenclature des installations classées ;

La demande d'autorisation fait l'objet d'une enquête publique du 21 novembre 2007 au 21 décembre 2007 inclus;

La municipalité d'Oullins est concernée par le périmètre de l'enquête publique défini par arrêté préfectoral. A ce titre, le Conseil Municipal est appelé à émettre au préalable son avis.

1. objet du projet

La société ISS ENVIRONNEMENT souhaite implanter un nouvel établissement industriel sur le port Edouard Herriot, à l'adresse suivante :

**ISS ENVIRONNEMENT
22bis, rue de Fos-sur-Mer
69190 SAINT FONS**

Le terrain projeté par ISS ENVIRONNEMENT présente une superficie d'environ 7114 m².

Activités projetées :

- Activité de pré-tri, tri et mise en balle de déchets industriels non dangereux
- Activité d'affinage et mise en balle de déchets industriels non dangereux
- Activité de broyage de déchets de bois
- Activité de broyage d'encombrants
- Activité de négoce international
- Activité de regroupement et transit de déchets industriels dangereux
- Activité de transit de porteurs de déchets

2. Analyse des effets du projet sur son environnement

Jours et horaires d'ouverture : 5 jours par semaine et 7 heures par jour. En terme de fonctionnement, le site projeté aura peu d'incidence sur celui du port E. Herriot.

Intégration dans le paysage : L'ensemble du site sera délimité par une clôture pleine. Le site sera maintenu dans un état de propreté satisfaisant et comportera des espaces verts. L'environnement sera donc faiblement impacté.

Faune et flore : compte tenu de l'absence de faune et flore remarquable constaté sur site, le projet n'engendrera pas de nuisances particulières.

Alimentation et utilisation de l'eau : Le site bénéficiera de l'adduction d'eau communale de la rue de Fos-sur-Mer. L'eau sera utilisée pour la distribution d'eau potable et alimentation en eau du réseau de robinets d'incendies armés.

Rejets des eaux : Le rejet des eaux usées domestiques se fera dans le réseau collectif d'assainissement. Le site fera l'objet d'un réseau parallèle séparatif pour les eaux de ruissellement des toitures et des surfaces imperméabilisées.

Rejets atmosphériques et odeurs : Les produits susceptibles de provoquer des pollutions accidentelles ou chroniques seront les déchets industriels non dangereux, les déchets dangereux et les carburants admis sur l'installation.

Bruit : Les émissions sonores générées seront liées au fonctionnement des équipements de production (tri des déchets, mise en balle, broyage) et des véhicules à moteurs (engins de manutention et camions de livraison et d'expédition).

Déchets : Les déchets générés seront les refus de tri, les boues de décantation, les huiles de déshuilage, les huiles usagées et les déchets assimilés aux ordures ménagères.

Transport routier : Il est prévu sur le site 1070 mouvements/mois soit 50 mouvements/jour. Il n'y aura aucune circulation les samedis, dimanches et jours fériés.

Nuisances lumineuses : Peu d'impact car le port E. HERRIOT comporte déjà un réseau d'éclairage public conséquent.

3. Mesures envisagées pour supprimer ou limiter les conséquences sur l'environnement

3.1 Mesures d'intégration dans le paysage

La société ISS ENVIRONNEMENT s'engage à aménager le site, entretenir les espaces verts, maintenir un état de propreté satisfaisant.

Le site sera clôturé et fermé en dehors des heures de fonctionnement. L'entreprise fera appel à une société de gardiennage pour la surveillance du site et des infrastructures.

3.2 Gestion des eaux

Les eaux usées domestiques seront évacuées dans le réseau collectif le long de la rue de Fos-sur-Mer.

Les eaux pluviales de la toiture du bâtiment industriel recevant les activités sur les déchets industriels non dangereux ne seront pas polluées. Elles seront donc rejetées directement au milieu naturel.

Les eaux pluviales de ruissellement (eaux de voirie) pourront potentiellement être polluées. Les effluents transiteront par un débourbeur – séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetés dans le milieu naturel. Les effluents seront contrôlés en sortie de débourbeur – séparateur à hydrocarbures.

Les activités projetées ne généreront pas d'eaux de procédés industriels et la plate-forme ne sera pas équipée d'aire de lavage.

3.3 Prévention des pollutions chroniques et accidentelles

Les mesures suivantes seront respectées :

- Imperméabilisation du site réalisée en dallages et enrobés industriels
- Eaux pluviales de ruissellement collectées et rejetées au milieu naturel
- Eaux domestiques raccordées au réseau collectif
- Voies de circulation imperméabilisées
- Interdiction de stockage de déchets industriels dangereux hors de la zone dédiée
- Déchets d'amiante et déchets ménagers entreposés dans les armoires de sécurités
- Déchets industriels liquides entreposés dans des cuves implantées en fosse
- Entreposage des déchets non dangereux interdit hors du bâtiment industriel
- Carburant stocké dans une cuve aérienne
- Pas d'usage de solvant ou de produits toxiques pour l'entretien

3.4 Prévention des pollutions atmosphériques

Les mesures suivantes seront mises en place :

- entretien régulier des aires bétonnées
- aucun brûlage de déchets à l'air libre ne sera toléré
- respect des normes de gaz d'échappement pour tous les véhicules

3.5 Lutte contre les nuisances sonores

Les mesures suivantes seront mises en place :

- Aucune activité le dimanche et les jours fériés
- respect des normes de bruit pour tous les véhicules
- respect des limitations de vitesse
- moteurs coupés en phase d'attente
- contrôle des déchets entrant (corps creux, explosifs, etc...)

3.6 Prévention des nuisances lumineuses

Les nuisances lumineuses dues à l'éclairage du site lors des courtes journées hivernales n'auront que peu d'effets sur l'environnement immédiat du site.

En conclusion, l'entreprise ISS ENVIRONNEMENT est une entreprise spécialisée dans le domaine de la gestion des déchets et se positionne comme leader dans ce domaine.

Compte tenu de l'activité de cette entreprise et des précautions prises pour limiter tout risque potentiel sur le site, je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la **Société ISS ENVIRONNEMENT**.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

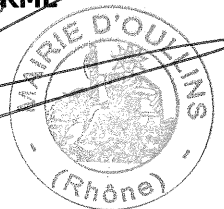
DONNE un avis favorable à la demande présentée par la **Société ISS ENVIRONNEMENT**.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2007-12-22

Service : Voirie Cadre de Vie

**OBJET : AUTORISATION DONNEE À MONSIEUR LE MAIRE
POUR LA DENOMINATION DU PASSAGE PIETON
SITUE ENTRE LA GRANDE RUE ET LA RUE DE LA REPUBLIQUE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre des travaux d'aménagement de la ZAC Narcisse BERTHOLEY par la SERL (Société d'Équipement de la Région Lyonnaise), un passage piéton a été créé.

Il s'agit d'un passage reliant la rue de la République au droit de la place Arles Dufour en direction de la Grande Rue d'Oullins. Ce passage paysager desservira également le futur immeuble « Ilot 7 » (SEMCODA).

Aussi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de le nommer Geneviève de Gaulle Anthonioz (1920 – 2002) - Grand Croix de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance, Croix de guerre 1939-1945.

Résistante et déportée pendant la seconde guerre mondiale, elle a été libérée en avril 1945. Membre active puis présidente de l'ADIR (Association des Déportées et Internées de la Résistance), elle suit les procès des criminels nazis en Allemagne. En 1987, elle témoigne sur la barbarie nazie lors du procès de Klaus Barbie. Le prix des droits de l'homme lui sera décerné en 1994. Alliée au mouvement ATD (Aide à Toute Détresse) Quart Monde, puis volontaire permanente, elle est présidente de ce mouvement de 1964 à septembre 2001.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

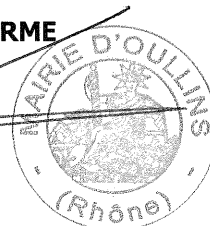
AUTORISE le Maire à nommer cette voie nouvelle, Passage Geneviève de Gaulle-Anthonioz.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PROLONGATION DU MORATOIRE SUR LES INSTALLATIONS
D'ANTENNES RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération lors du conseil municipal du 31 mai dernier, il a été décidé la mise en place d'un moratoire sur les projets d'installations et de modifications d'antennes relais jusqu'au 31 décembre 2007.

De plus, cette délibération a confié au Comité Consultatif Environnement la mission d'élaborer une charte renforcée de concertation et d'information entre les opérateurs et la Ville d'Oullins.

A compter du 12 septembre dernier, un groupe de travail composé de membres du Comité Consultatif Environnement, s'est constitué pour élaborer cette charte. Un avant-projet a pu ainsi être présenté lors de la réunion du Comité Consultatif Environnement du 24 octobre.

A ce jour, l'avant-projet de charte a été approuvé par le Comité Consultatif Environnement et a été soumis pour concertation aux associations Oullinoises des quartiers de la Cadière et de la Bussière. Les opérateurs concernés par la charte seront rencontrés prochainement.

Compte tenu de ces éléments, il apparaît opportun que le Conseil Municipal prolonge le moratoire jusqu'au 31 mars 2008.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

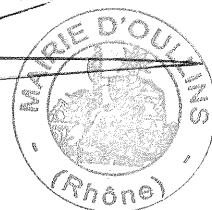
DECIDE la prolongation du moratoire sur les projets d'installations et de modifications d'antennes relais jusqu'au 31 mars 2008.

DONNE tout pouvoir au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

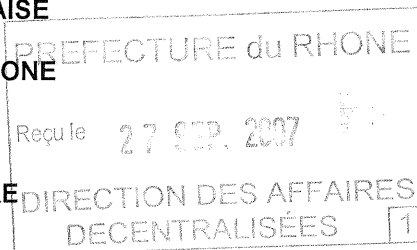
François-Noël BUFFET



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE



D/07-93

Objet : Vente de fleurs de la Toussaint.

Le Sénateur Maire d'Oullins,

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil Municipal à déléguer certaines de ses attributions au Maire,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2003 donnant délégation au Maire, notamment de fixer les droits de voirie, de stationnement et tous les droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

DECIDE

Article 1

Par délibération du 17 Septembre 1976, le Conseil Municipal avait instauré un droit pour la vente de fleurs à l'occasion de la Toussaint.

Le tarif appliqué en 2007 sera de **22 euros le mètre linéaire** pour toute la durée autorisée, sans prorata; la durée de la vente pour 2007 est de **7 jours : du 27 Octobre au 2 Novembre inclus**.

Ce nouveau tarif prendra effet dès la Toussaint 2007.

Les étalages seront autorisés sur le trottoir et sur une largeur d'un mètre sur la chaussée du côté impair de la rue du Perron.

- La longueur totale destinée à la vente des fleurs est fixée à **48 mètres**.
- Chaque commerçant disposant de 8 mètres d'étalage, **6 emplacements maximum pourront être attribués**.

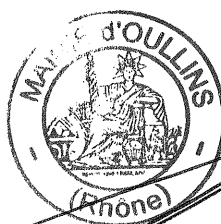
Article 2

Pendant la période de la Toussaint, soit du 27 Octobre au 2 Novembre inclus, le cimetière sera ouvert **sans interruption de 7h00 à 18h00**.

Article 3

Le Directeur Général des Services, le Responsable du Service des Affaires Générales, le Receveur Principal d'Oullins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du respect du présent arrêté.

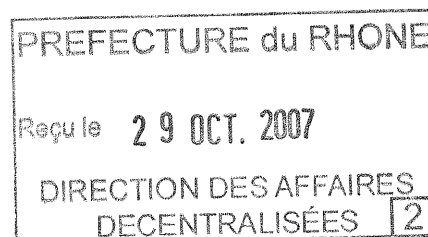
Fait à Oullins, le 17 septembre 2007




Le Sénateur Maire d'Oullins
François-Noël BUFFET

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE
VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE



D 07/100

OBJET : TARIFICATION APPLICABLE AUX OCCUPATIONS PRIVATIVES DU DOMAINE PUBLIC PAR UN CIRQUE.

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil municipal à déléguer certaines de ses attributions,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2003 donnant délégation au Maire, notamment de fixer les droits de voirie, de stationnement et tous les droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

VU la décision du Maire en date du 11 janvier 2007 relative aux tarifications applicables aux occupations privatives du domaine public.

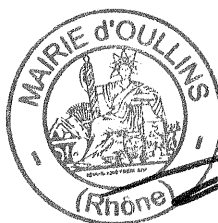
Considérant qu'il convient de redéfinir le mode de calcul appliqué à la tarification des autorisations d'occupation du domaine public accordées aux cirques.

DECIDE

Article 1 : les droits relatifs à l'autorisation d'occupation du domaine public accordée à un cirque s'élèvent à 100 euros par jour.

Article 2 : Le Directeur Général des services, le Chef du Service des Affaires Administratives et Juridiques, le Receveur Placier Principal, chacun en ce qui le concerne sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 12 octobre 2007



Le Sénateur-Maire d'Oullins

François-Noël BUFFET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU BUISSET AU NUMERO 62**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, sur 20 mètres, RUE DU BUISSET au numéro 62, du lundi 8 octobre 2007 au vendredi 19 octobre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DU BUISSET au numéro 62, du lundi 8 octobre 2007 au vendredi 19 octobre 2007 inclus.

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 45

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **VPRM, 29 rue Ernest Renen, 69120 Vaulx en Velin** ;

Considérant que pour permettre les travaux de branchement électrique et éviter tout incident ou accident;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant: **RUE DE LA REPUBLIQUE, au numéro 45, sur 20 mètres, 69600 Oullins, du jeudi 18 octobre 2007 au vendredi 26 octobre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DE LA REPUBLIQUE, au numéro 45

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise VPRM, 29 rue Ernest Renen, 69120 Vaulx en Velin.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} octobre 2007

GILBERT MOREL
ADJOINT CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE : DE LA RUE MARCEAU A LA GRANDE RUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **FORCLUM RHÔNE-ALPES, 8 rue Barthélémy Thimonier, 69593 L'ARBRESLE CEDEX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'éclairage public** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE, de la rue Marceau au numéro 45, 69600 Oullins, du lundi 15 octobre 2007 au vendredi 19 octobre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE DE LA REPUBLIQUE, de la rue Marceau à la Grande Rue, du lundi 15 octobre 2007 au vendredi 19 octobre 2007 inclus.**

DEVIATION : les véhicules venant de la rue de la République et de la rue Marceau emprunteront la rue Marceau et la rue Narcisse Bertholey.

ARTICLE 3 : Les véhicules de livraison des commerces seront autorisés à remonter la rue de la République pendant la fermeture de cette rue.

ARTICLE 4 : La collecte des ordures ménagères sera réalisé suivant les directives données par le service COL NORD OUEST, 1 rue de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

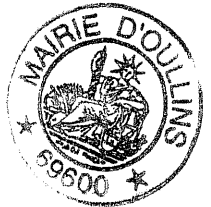
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **FORCLUM RHÔNE-ALPES, 8 rue Barthélémy Thimonier, 69593 L'ARBRESLE CEDEX.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE AU NUMERO 164**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE *DEPARTEMENTAL*

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande **de l'entreprise E.T.T.P., ZAC de Chassagne, 69360 TERNAY;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de remplacement d'un coffret électrique** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, Grande Rue, au numéro 164, sur 10 mètres, du lundi 22 octobre 2007 au mardi 23 octobre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise E.T.T.P., ZAC de Chassagne, 69360 TERNAY.**

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} Octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

BOULEVARD KENNEDY AU NUMERO 39

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise E.T.T.P. ZAC DE CHASSAGNE 69360 TERNAY;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'extension électrique** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **BOULEVARD KENNEDY AU DROIT DU NUMERO 39**, au droit du chantier, **du mercredi 17 octobre 2007 au jeudi 25 octobre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BOULEVARD KENNEDY AU DROIT DU NUMERO 39, du mercredi 17 octobre 2007 au jeudi 25 octobre 2007 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

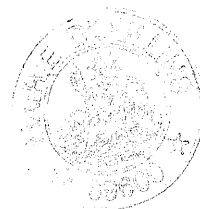
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise E.T.T.P. ZAC DE CHASSAGNE 69360 TERNAY.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
PLACE ANATOLE FRANCE

ARRETE TEMPORAIRE SUR PARKING COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'élagage d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **PLACE ANATOLE FRANCE**, le **lundi 15 octobre 2007 de 7 heures à 18 heures**, le **mardi 16 octobre 2007 (jour de marché) de 14 heures 15 à 18 heures**, le **mercredi 17 octobre 2007 de 7 heures à 18 heures**, le **jeudi 18 octobre 2007 (jour de marché) de 14 heures 15 à 18 heures**, le **vendredi 19 octobre 2007 de 7 heures à 18 heures** suivant l'avancement des travaux.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, **48 heures avant le début des travaux** les panneaux de **"STATIONNEMENT INTERDIT"** sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au **04.37.20.12.00** pour le constat.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES.**

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE : DE LA RUE MARCEAU A LA GRANDE RUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de raccordement en électricité et gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE, de la rue Marceau au numéro 45, 69600 Oullins, du lundi 15 octobre 2007 au vendredi 16 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE DE LA REPUBLIQUE, de la rue Marceau à la Grande Rue, du lundi 15 octobre 2007 au vendredi 19 octobre 2007 inclus.**

DEVIATION : les véhicules venant de la rue de la République et de la rue Marceau emprunteront la rue Marceau et la rue Narcisse Bertholey.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisé suivant les directives données par le service COL NORD OUEST, 1 rue de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

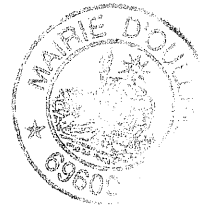
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

Gilbert Morel



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
SQUARE MARTIN LUTHER KING/GRANDE RUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'élagage d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, SQUARE Martin Luther KING/GRANDE RUE, le lundi 15 octobre 2007 de 7 heures à 18 heures au vendredi 19 octobre 2007 de 7 heures à 18 heures suivant l'avancement des travaux.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: La chaussée sera réduite,
La vitesse sera limitée à 30km/h,
La circulation sera alternée manuellement

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 octobre 2007
Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

N. Morel



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : STATIONNEMENT RESERVE POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

PLACE ANATOLE FRANCE

ARRETE PERMANENT SUR PARKING COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Considérant que pour faciliter **le stationnement de véhicules pour personnes à mobilité réduite, PLACE ANATOLE FRANCE**, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Création de deux places de stationnement réservé "personnes à mobilité réduite" PLACE ANATOLE FRANCE devant l'église.

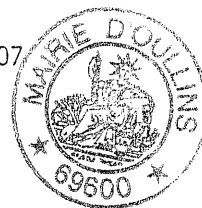
MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur à la diligence **du service voirie du Grand Lyon.**

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE DE LA REPUBLIQUE	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE CHARTON	de la rue Pierre SEMARD à la rue ORSEL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **BEC FRERES SA – 68, rue de Plaisance 94 736 NOGENT SUR MARNE ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de tirs de mines dans le cadre de l'extension du métro** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : La circulation sera interdite, suivant la nécessité des tirs, du lundi 15 octobre 2007 au vendredi 9 novembre 2007 inclus, de 9 h 00 à 11 h 00.

RUE PIERRE SEMARD :	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE DE LA REPUBLIQUE :	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE CHARTON :	de la rue Pierre SEMARD à la rue ORSEL

DEVIATIONS : - les véhicules venant du boulevard Emile ZOLA emprunteront la GRANDE RUE .

- Les véhicules venant de la rue Pierre SEMARD emprunteront la rue LOUIS AULAGNE

ARTICLE 2 : Les piétons se conformeront aux injonctions données par les services de police et de l'entreprise compétente.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **BEC FRERES SA – 68, rue de Plaisance 94 736 NOGENT SUR MARNE.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD DE L'YZERON: du boulevard Emile ZOLA au droit du n°3 du boulevard de l'YZERON
BOULEVARD EMILE ZOLA : au droit du boulevard de l'YZERON et du square Léon BLUM

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de **l'entreprise STRACCHI, 6 A rue de la Chapelle d'Yvours BP 3, 69540 IRIGNY ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de réalisation d'un maillage des eaux usées** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **Boulevard de l'YZERON, face au square Léon Blum sur 30 mètres, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 21 décembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **boulevard de l'YZERON, du boulevard Emile ZOLA au droit du numéro 3 du boulevard de l'YZERON, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 21 décembre 2007 inclus.**

DEVIATION : Les véhicules venant du boulevard Emile ZOLA emprunteront la rue du BUISSET pour rejoindre la rue Francisco FERRER et le boulevard de l'YZERON.

Boulevard Emile ZOLA : la chaussée sera réduite.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL NORD OUEST, 1 rue de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise STRACCHI, 6 A rue de la Chapelle d'Yvours BP 3, 69540 IRIGNY.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE MARCEAU: De la rue de la République à la rue Narcisse Bertholey

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande **de l'entreprise COLAS, 3 rue des Bons Enfants, 69007 Lyon;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'aménagement de voirie de la rue Marceau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE MARCEAU: de la rue de la République à la rue Narcisse Bertholey, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 16 novembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE MARCEAU: de la rue de la République à la rue Narcisse Bertholey, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 16 novembre 2007 inclus.

La circulation sera interdite.

DEVIATIONS.

Les véhicules venant de la rue Marceau emprunteront la rue de la République, la Grande Rue, le boulevard Emile Zola pour rejoindre la rue Narcisse Bertholey.

Les véhicules venant de la rue Narcisse Bertholey emprunteront la rue Voltaire, la place Anatole France pour rejoindre la rue de la République ou la rue Voltaire pour rejoindre la Grande Rue.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL nord ouest, 1 rue de la ligne de l'est, Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise COLAS, 3 rue des Bons Enfants.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



il v

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE RASPAIL AU NUMERO 32**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression de branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, sur 20 mètres, des deux côtés de la rue RASPAIL, au numéro 32, 69600 Oullins, du lundi 5 novembre 2007 au mercredi 14 novembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE RASPAIL, au numéro 32, 69600 Oullins, du lundi 5 novembre 2007 au mercredi 14 novembre 2007 inclus.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité, et de Secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU PERRON AU NUMERO 11 BIS**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise **de Monsieur SNYERS Jean-Louis, 11 bis rue du Perron, 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter **la livraison de combustible** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE DU PERRON au numéro 11 BIS, le jeudi 25 octobre 2007 de 8 heures à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DU PERRON au numéro 11 BIS

La circulation sera interdite le jeudi 25 octobre 2007 de 8 heures à 12 heures.

DEVIATION: La déviation se fera par la rue Jean Jacques Rousseau, puis la rue Raspail pour rejoindre la rue du Perron.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de Monsieur SNYERS Jean-Louis, 11 bis rue du Perron, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU FRERE BENOIT
RUE JEAN MERMOZ DE LA RUE DU FRERE BENOIT AU BD J.F. KENNEDY

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 SAINT FONTS** ;

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement de la canalisation d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DU FRERE BENOIT, RUE JEAN MERMOZ** de la rue du Frère Benoît au boulevard J.F. Kennedy, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 30 novembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DU FRERE BENOIT

RUE JEAN MERMOZ de la rue du Frère Benoît au boulevard J.F. Kennedy, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 30 novembre 2007 inclus.

La circulation sera interdite.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

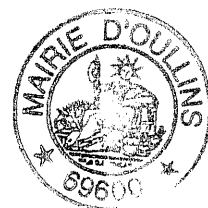
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 SAINT FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



int

11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BD J.F. KENNEDY
ANGLE DE LA RUE DU FRERE BENOIT

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande de **l'entreprise SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 SAINT FONTS** ;

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement de la canalisation d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **BD J.F. KENNEDY à l'angle de la rue du Frère Benoît, du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 26 octobre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BD J.F. KENNEDY

A l'angle de la rue du Frère Benoît,
du lundi 22 octobre 2007 au vendredi 26 octobre 2007 inclus.

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 SAINT FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
VOIE RELIANT LE PARKING DE LA CAMILLE A LA RUE DE LA CAMILLE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **FORCLUM RHÔNE-ALPES, 8 rue Barthélémy Thimonier, 69593 L'ARBRESLE CEDEX;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'éclairage public** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **VOIE RELIANT LE PARKING DE LA CAMILLE A LA RUE DE LA CAMILLE, du lundi 29 octobre 2007 au vendredi 9 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : VOIE RELIANT LE PARKING DE LA CAMILLE A LA RUE DE LA CAMILLE, du lundi 29 octobre 2007 au vendredi 9 novembre 2007 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **FORCLUM RHÔNE-ALPES, 8 rue Barthélémy Thimonier, 69593 L'ARBRESLE CEDEX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE RASPAIL AU NUMERO 1 / RUE DIDEROT

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **Monsieur Christophe LESEIGNEUR, 24 rue Pericaud, 69008 LYON;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de façade** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, sur 10 mètres, **RUE RASPAIL AU NUMERO 1, du lundi 5 novembre 2007 au vendredi 16 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DIDEROT FACE AU PARKING DE LA POSTE, du lundi 5 novembre 2007 au vendredi 16 novembre 2007 inclus :

La circulation piétonne sera interdite.

La traversée des piétons s'effectuera par le passage piétons en face du 1 rue Raspail (côté Poste)

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **Monsieur Christophe LESEIGNEUR, 24 rue Pericaud, 69008 LYON.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 25 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

CHEMIN DE SANZY au numéro 50 bis

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, CHEMIN DE SANZY au numéro 50bis, sur 20 mètres de part et d'autre, du mardi 20 novembre 2007 au vendredi 30 novembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: CHEMIN DE SANZY au numéro 50bis

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 octobre 2007

Gilbert MOREL

ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



que



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE au numéro 159

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de modification du branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit, gênant, GRANDE RUE au numéro 159 des deux côtés de la chaussée, sur 20 mètres de part et d'autre, 69600 Oullins, du mardi 20 novembre 2007 au vendredi 23 novembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: GRANDE RUE au numéro 159

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



all
ent

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE DUPONT**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu les demandes **de FRANCE 3 – 14 RUE DES CUIRASSIERS 69399 LYON**

Considérant que pour permettre le bon déroulement du **tournage d'un film** qui aura lieu **le lundi 12 novembre 2007, de 6 heures à 21 heures** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : STATIONNEMENT

Le stationnement sera interdit gênant : **le lundi 12 novembre 2007, de 6 heures à 21 heures :**

- **RUE PIERRE DUPONT** : De la rue Charles Fourier à la rue Berthelot, du côté des numéros impairs
Du numéro 10 au numéro 14

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : CIRCULATION

- **RUE PIERRE DUPONT**: de la rue Charles Fourier à la rue Berthelot :
La circulation sera interdite, le lundi 12 novembre 2007, de 6 heures à 21 heures.
Déviation 1: les véhicules venant de la rue Charles Fourier et de la rue Pierre Dupont emprunteront la rue Claude Michel pour rejoindre la rue Berthelot.
Déviation 2 : les véhicules venant de la rue Berthelot, emprunteront la rue Claude Michel pour rejoindre la rue Charles Fourier ou la rue Eugène Vial.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité, et de Secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui leur seront accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

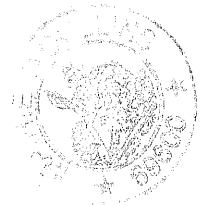
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **FRANCE 3 – 14 rue des Cuirassiers 69399 LYON.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2007

Gilbert MOREL

ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE MARCEAU: DE LA GRANDE RUE A LA RUE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MANULEV, Z.A de l'Aigue rue Pierre et Marie Curie, 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de remplacement de condenseurs d'air sur la terrasse du magasin MONOPRIX** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE MARCEAU: des sorties de secours du magasin MONOPRIX à la rue de la République, le mardi 20 novembre 2007 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE MARCEAU: de la grande rue à la rue de la République, le mardi 20 novembre 2007 de 8 heures à 18 heures.

La circulation sera interdite.

DEVIATION : les véhicules emprunteront la rue Fleury pour rejoindre la rue de la République.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL nord ouest, 1 rue de la ligne de l'est, Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **MANULEV, Z.A de l'Aïgue rue Pierre et Marie Curie, 69780 ST PIERRE DE CHANDIEU.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

Gilbert Morel



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**
RUE DE LA REPUBLIQUE : DE LA RUE MARCEAU A LA GRANDE RUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **SEBACOP, 1601 Z.I. de Leveau, 38216 VIENNE CEDEX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de pose de toiture** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE, de la rue Marceau au numéro 45, 69600 Oullins, du mardi 27 novembre 2007 au vendredi 30 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE DE LA REPUBLIQUE, de la rue Marceau à la Grande Rue, du mercredi 28 novembre 2007 au jeudi 29 novembre 2007 inclus.**

DEVIATION : les véhicules venant de la rue de la République et de la rue Marceau emprunteront la rue Marceau et la rue Narcisse Bertholey.

ARTICLE 3 : Les véhicules de livraison des commerces seront autorisés à remonter la rue de la République pendant la fermeture de cette rue.

ARTICLE 4 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL NORD OUEST, 1 rue de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

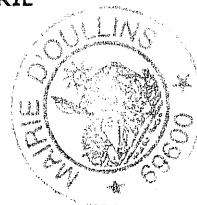
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SEBACOP, 1601 Z.I. de Leveau, 38216 VIENNE CEDEX.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LOUIS AULAGNE AU NUMERO 46**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de recherche de défaut sur câble EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **rue Louis Aulagne au numéro 46, 69600 Oullins, sur 20 mètres, du lundi 19 novembre 2007 au mardi 27 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE LOUIS AULAGNE au numéro 46, 69600 Oullins, du lundi 19 novembre 2007 au mardi 27 novembre 2007 inclus.

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

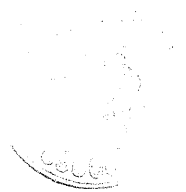
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA GLACIERE AU NUMERO 32**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de recherche de défaut sur câble EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **rue de la Glacière au numéro 32, 69600 Oullins, sur 20 mètres, du jeudi 15 novembre 2007 au vendredi 23 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DE LA GLACIERE au numéro 32, 69600 Oullins, du jeudi 15 novembre 2007 au vendredi 23 novembre 2007 inclus.

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INTERDICTION DE STATIONNER : IMPASSE JEAN JAURES

ARRETE PERMANENT SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande de **LA VILLE D'OULLINS;**

Considérant que pour **faciliter la circulation des véhicules** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Interdiction de stationner IMPASSE JEAN JAURES :

Au droit du numéro 120 (entrée PURFER) sur 10 mètres en direction de l'avenue Jean Jaurès ;
De l'avenue Jean Jaurès, sur 20 mètres, du côté des numéros impairs.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur, aux frais et à la diligence **du Grand Lyon VTPO**, chargé des travaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : CREATION DE DEUX RALENTISSEURS: TYPE DOS D'ANE
RUE DUBOIS CRANCE**

ARRETE PERMANENT SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande de **LA VILLE D'OULLINS;**

Considérant que pour **limiter la vitesse des véhicules RUE DUBOIS CRANCE entre l'avenue des Saules et la rue des Anciennes Tanneries** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

**ARTICLE 1 : Création et mise en place de deux ralentisseurs, type dos d'âne :
RUE DUBOIS CRANCE**

Le premier au droit de la rue des Anciennes Tanneries ;

Le second entre le numéro 45 et l'avenue des Saules.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur, aux frais et à la diligence **du Grand Lyon VTPO, Service de la Voirie**, chargé des travaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : CREATION DE DEUX RALENTISSEURS: TYPE DOS D'ANE
RUE DU GRAND REVOYET**

ARRETE PERMANENT SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu l'avis favorable de la Mairie de Saint Genis Laval ;

Vu la demande de **LA VILLE D'OULLINS;**

Considérant que pour **limiter la vitesse des véhicules RUE DU GRAND REVOYET entre le numéro 60 et le numéro 71** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

**ARTICLE 1 : Création et mise en place de deux ralentisseurs, type dos d'âne :
RUE DU GRAND REVOYET :**

Le premier au droit du numéro 60 ;

Le second au droit du numéro 71.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur, aux frais et à la diligence **du Grand Lyon VTPO, Service de la Voirie**, chargé des travaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE NARCISSE BERTHOLEY ENTRE LA RUE MARCEAU ET LA RUE LORTET
COTE PLACE ARLES DUFOUR

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE SERL

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **S.A.S. CHOLTON, 19 ter, avenue Berthelot, BP 11, 42152 L'HORME ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'éclairage public** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE NARCISSE BERTHOLEY entre la rue Marceau et la rue Lortet, côté place Arlès Dufour, 69600 Oullins, du lundi 26 novembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE NARCISSE BERTHOLEY entre la rue Marceau et la rue Lortet, côté place Arlès Dufour, 69600 Oullins, du lundi 26 novembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.**

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **S.A.S. CHOLTON, 19 ter, avenue Berthelot, BP 11, 42152 L'HORME.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 2**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de recherche de défaut sur câble EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 2, à partir de la Grande Rue du côté de la Mairie, 69600 Oullins, sur 15 mètres, du lundi 19 novembre 2007 au vendredi 27 novembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 2, 69600 Oullins, du lundi 19 novembre 2007 au vendredi 27 novembre 2007 inclus.**

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

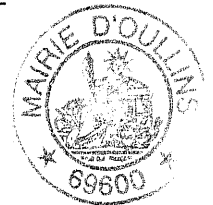
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vu

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 6**

ARRETE TEMPORAIRE SUR ROUTE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de la **société ETANCHEITE SERVICE, 29 chemin de Chiradie, 69530 BRIGNAIS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de pompage de gravier sur terrasse** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD DU NUMERO 7 JUSQU'AU NUMERO 13, le lundi 19 novembre 2007 de 7 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD AU DROIT DU NUMERO 6, le lundi 19 novembre 2007 de 7 heures à 17 heures.

Le véhicule de pompage sera autorisé à stationner rue Pierre Sémard au droit du numéro 6.

Le stationnement est interdit pour permettre la circulation des véhicules.

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

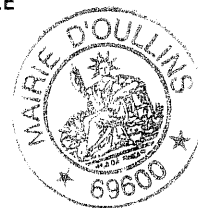
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **société ETANCHEITE SERVICE, 29 chemin de Chiradie, 69530 BRIGNAIS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

FETE DES LUMIERES & DU TELETHON

SAMEDI 8 DECEMBRE 2007

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE DE LA RUE DU PERRON A LA RUE FLEURY**

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486 ET VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de la ville d'Oullins,**

Considérant que pour permettre le bon déroulement de **la Fête des Lumières et du Téléthon, le samedi 8 décembre 2007** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : STATIONNEMENT

Le stationnement sera interdit gênant :

- **Grande Rue**, de la rue du Perron à la rue Fleury, le samedi 8 décembre 2007 de 19 heures à 23 heures.
- **Rue Etienne Dolet**, le samedi 8 décembre 2007 de 15 heures 30 à 23 heures.
- **Rue Raspail**, du numéro 41 à 45, zone de stationnement réservée aux taxis, le samedi 8 décembre 2007 de 14 heures à 23 heures.
- **Rue Léon Bourgeois**, le samedi 8 décembre 2007 au numéro 1 sur 20 mètres de 19 heures à 23 heures.
- **Place Anatole France** dans la partie centrale, côté rue Voltaire, sur une longueur de 20 mètres et sur une largeur de 20 mètres, du vendredi 7 décembre 2007 à 14 heures au samedi 8 décembre 2007 à 8 heures.
- **Place Anatole France**, sur sa totalité, le samedi 8 décembre 2007 de 8 heures à 23 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : CIRCULATION

La circulation sera interdite, le samedi 8 décembre 2007:

- **Grande Rue**, de la rue du Perron à la rue Fleury de 19 heures à 23 heures.
- **Rue Voltaire**, de la rue Victor Hugo à la Grande Rue de 19 heures 30 à 21 heures
- **Rue Etienne Dolet**, de 15 heures 30 à 23 heures
- **Rue Raspail**, de la rue du Perron à la rue Etienne Dolet: sens de circulation Perron-Dolet de 15 heures 30 à 23 heures
- **Place Anatole France** de 8 heures à 23 heures

Déviations :

- **SENS LYON – BRIGNAIS** : les véhicules emprunteront le boulevard Emile Zola, le chemin du Buisset, la rue de la Camille, la rue Léon Bourgeois, itinéraire des transports en commun et poids lourds.
- **SENS BRIGNAIS – LYON** : les véhicules emprunteront la rue de la Camille, le chemin du Buisset, le boulevard Emile Zola, itinéraire des transports en commun et poids lourds.

Les véhicules venant des **rues Pasteur – Commune de Paris** et **Narcisse Bertholey** seront déviés :

- soit par la rue Victor Hugo pour rejoindre la rue de la Camille;
- soit par la rue Victor Hugo et la rue Tupin pour rejoindre la Grande Rue et la rue du Perron.

Les véhicules venant par la **Grande Rue**, sens Lyon – Brignais, emprunteront la rue du Perron, la rue Diderot pour rejoindre la Grande Rue.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui leur seront accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **des Services Techniques de la ville d'Oullins**.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 21 novembre 2007

Gilbert MOREL

ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION GRANDE RUE/CHEMIN DES
CHASSAGNES A OULLINS LORS D'UN RELAIS 'COURSE A PIED' LE 7 DECEMBRE 2007

ARRETE TEMPORAIRE SUR DEPARTEMENTALE RD 486

Nous, Maire d'Oullins;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1,
L 2213-2 et L2213-3 ;

VU, l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la
Circulation Routière ;

VU, l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

VU, la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant;

VU, la demande de **L'ASSOCIATION "LES FOULEES DE BEAUREGARD", SAINT GENIS LAVAL,
69230 ;**

Considérant que pour **permettre le bon déroulement d'un relais 'course à pied'** et éviter tout incident
ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes sur la Commune d'Oullins :

ARRETONS

ARTICLE 1 : Un relais en CAP est organisé par l'association "Les foulées de Beauregard", entre Saint Genis
Laval et La Mulatière, en passant par la Grande Rue, puis le chemin des Chassagnes, **le vendredi
7 décembre 2007 de 20 heures à 21 heures.**

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite à l'avancement du cortège suivant le cheminement suivant :
Avenue Clemenceau, Grande Rue, puis Chemin des Chassagnes, **le vendredi 7 décembre 2007 de 20
heures à 21 heures.**

ARTICLE 3 : La circulation sera gérée aux intersections par les encadrants de l'association.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des
piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages
pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur
le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la
force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 novembre 2007

GILBERT MOREL

ADJOINT CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE NARCISSE BERTHOLEY**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE SERL

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise **APPIA RHONE, 90 rue des Sources – BP13, 69563 SAINT GENIS LAVAL ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux d'aménagement de trottoir** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE NARCISSE BERTHOLEY, de l'angle de la rue Marceau au numéro 19, sur la partie descendante, du lundi 3 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 de 7 heures 30 à 17 heures 30.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE NARCISSE BERTHOLEY,
La circulation sera interdite sur la partie descendante entre la rue Marceau et la rue Lortet, du lundi 3 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007.

DEVIATION: La déviation se fera par la rue Narcisse Bertholey, puis par la rue Des jardins.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **APPIA RHONE, 90 rue des Sources – BP13, 69563 SAINT GENIS LAVAL.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 novembre 2007

Gilbert MOREL

ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

Gilbert Morel



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
CHEMIN DU BUISSET AU NUMERO 7**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de la **société E.T.T.P – ZAC de Chassagne 69360 TERNAY;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchements électrique et gaz pour la SCI du Buisset** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, Chemin du BUISSET, entre le N°7 et la rue FERRER, du lundi 3 décembre 2007 au mercredi 5 décembre 2007.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Chemin du BUISSET, entre le N°7 et la rue FERRER, du lundi 3 décembre 2007 au mercredi 5 décembre 2007.

La chaussée sera rétrécie

La vitesse sera limitée à 30km/h

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **société E.T.T.P – ZAC de Chassagne 69360 TERNAY.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU GRAND REVOYET DU NUMERO 45 AU NUMERO 77**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **APPIA RHONE, 90 rue des Sources – BP13, 69563 SAINT GENIS LAVAL, pour le compte du GRAND LYON ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de création de ralentisseurs** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DU GRAND REVOYET du numéro 45 au numéro 77, 69600 Oullins, au droit du chantier, du lundi 19 novembre 2007 au mercredi 5 décembre 2007 de 7 heures 30 à 17 heures 30.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE DU GRAND REVOYET du numéro 45 au numéro 77, 69600 Oullins, du lundi 19 novembre 2007 au mercredi 5 décembre 2007 de 7 heures 30 à 17 heures 30.**

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **APPIA RHONE, 90 rue des Sources – BP13, 69563 SAINT GENIS LAVAL.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE AU NUMERO 65

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **TM2S – 3/5 rue Chauvart 95500 GONESSE ;**

Considérant que pour faciliter **des opérations de livraison** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera autorisé, **65 GRANDE RUE 69600 OULLINS en partie sur le trottoir et la chaussée, sur 15 mètres linéaires du lundi 26 novembre après midi au mardi 27 novembre 2007 à 17 heures.**

ARTICLE 2 : **65 GRANDE RUE 69600 OULLINS, sur 15 mètres linéaires du lundi 26 novembre après midi au mardi 27 novembre 2007 à 17 heures,** un passage de 1 mètre sera conservé sur le trottoir pour permettre la circulation des piétons.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

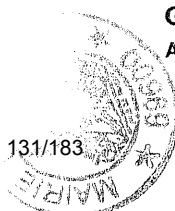
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **TM2S – 3/5 rue Chauvart 95500 GONESSE.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 16 novembre 2007

Gilbert MOREL

ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE FRANCISQUE JOMARD**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **LEGROS TP, 64 RUE de Cuire, 69004 LYON ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de raccordement d'éclairage public des abris bus** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, au niveau du 100, rue FRANCISQUE JOMARD, du 69600 Oullins, du lundi 26 novembre 2007 au vendredi 21 décembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Au niveau du 100, rue FRANCISQUE JOMARD, 69600 Oullins, du lundi 26 novembre 2007 au vendredi 21 décembre 2007 inclus :

La circulation piétonne sera interdite au droit du chantier.

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **LEGROS TP, 64 RUE de Cuire, 69004 LYON.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 novembre 2007

Gilbert MOREL

ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

PROLONGATION

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE PIERRE SEMARD	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE DE LA REPUBLIQUE	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE CHARTON	de la rue Pierre SEMARD à la rue ORSEL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **BEC FRERES SA – 68, rue de Plaisance 94 736 NOGENT SUR MARNE ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de tirs de mines dans le cadre de l'extension du métro** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : La circulation sera interdite, suivant la nécessité des tirs, du vendredi 9 novembre 2007 au mercredi 21 novembre 2007 inclus, de 9 h 00 à 11 h 00.

RUE PIERRE SEMARD :	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE DE LA REPUBLIQUE :	de la GRANDE RUE à la rue Louis AULAGNE
RUE CHARTON :	de la rue Pierre SEMARD à la rue ORSEL

DEVIATIONS : - les véhicules venant du boulevard Emile ZOLA emprunteront la GRANDE RUE

- Les véhicules venant de la rue Pierre SEMARD emprunteront la rue LOUIS AULAGNE

ARTICLE 2 : Les piétons se conformeront aux injonctions données par les services de police et de l'entreprise compétente.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

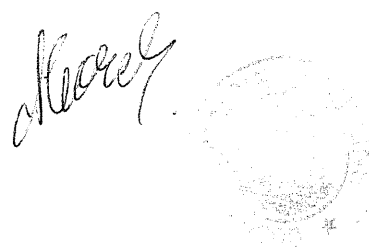
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'Entreprise **BEC FRERES SA – 68, rue de Plaisance 94 736 NOGENT SUR MARNE.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Morel', is written over a circular official stamp. The stamp is faint and contains illegible text, likely the official seal of the town of Oullins.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INTERDICTION DE CIRCULER ET DE STATIONNER
PLACE ANATOLE FRANCE, RUE VOLTAIRE, RUE DE LA REPUBLIQUE ET RUE CLEMENT
DESORMES**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de la Ville d'Oullins ;**

Considérant que pour **faciliter la mise en place des marchés du lundi 24 décembre 2007 et du lundi 31 décembre 2007** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRETONS

ARTICLE 1 : Les marchés initialement prévus le mardi 25 décembre 2007 et le mardi 1^{er} janvier 2008 sont reportés au lundi 24 décembre 2007 et au lundi 31 décembre 2007.

ARTICLE 2 : La circulation est interdite :

- Place ANATOLE FRANCE,
- Rue VOLTAIRE (entre la rue VICTOR HUGO et la GRANDE RUE)
- Rue de la REPUBLIQUE (entre la rue Clément DESORMES et la rue FLEURY)
- Rue CLEMENT DESORMES

Le lundi 24 décembre 2007 et le lundi 31 décembre 2007 de 0 heure à 17 heure 15.

ARTICLE 3 : Le stationnement est interdit :

- Place ANATOLE FRANCE,
- Rue VOLTAIRE (entre la rue VICTOR HUGO et la GRANDE RUE)
- Rue de la REPUBLIQUE (entre la rue Clément DESORMES et la rue FLEURY)
- Rue CLEMENT DESORMES

Le lundi 24 décembre 2007 et le lundi 31 décembre 2007 de 0 heure à 17 heure 15.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE.

Les Services Techniques de la Ville d'OULLINS devront mettre en place, 48 heures avant les marchés, les panneaux de « STATIONNEMENT INTERDIT » sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 4 : Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à stationner sur la place Anatole FRANCE de 5 heures à 16 heures uniquement le lundi 24 décembre 2007 et le lundi 31 décembre 2007. En dehors de ce créneau horaire, tout contrevenant sera verbalisé.

ARTICLE 5 : Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à emprunter la rue de la REPUBLIQUE dans le sens rue FLEURY en direction de la place Anatole FRANCE de 0 heures à 8 heures 30, le lundi 24 décembre 2007 et le lundi 31 décembre 2007.

ARTICLE 6 : Les articles 2 et 3 ne sont pas applicables aux véhicules de nettoyage du GRAND LYON qui seront autorisés à circuler pour effectuer leurs prestations.

ARTICLE 7 : Le présent Arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **des Services Techniques de la Ville d'Oullins**.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 22 novembre 2007

GILBERT MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE RASPAIL AU NUMERO 1 / RUE DIDEROT

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **Monsieur Christophe LESEIGNEUR, 24 rue Pericaud, 69008 LYON;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de façade** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, sur 10 mètres, **RUE RASPAIL AU NUMERO 1, du jeudi 22 novembre 2007 au jeudi 6 décembre 2007 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DIDEROT FACE AU PARKING DE LA POSTE, du jeudi 22 novembre 2007 au jeudi 6 décembre 2007 inclus :

La circulation piétonne sera interdite.

La traversée des piétons s'effectuera par le passage piétons en face du 1 rue Raspail (côté Poste)

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **Monsieur Christophe LESEIGNEUR, 24 rue Pericaud, 69008 LYON.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LAFAYETTE ENTRE LE BD EMILE ZOLA ET LA RUE DE LA BUSSIÈRE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit, gênant, RUE LAFAYETTE entre le bd Emile Zola et la rue de la Bussière, 69600 Oullins, sur 30 mètres, du vendredi 7 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 de 7 heures 30 à 17 heures 30.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: RUE LAFAYETTE entre le bd Emile Zola et la rue de la Bussière, 69600 Oullins, du vendredi 7 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 de 7 heures 30 à 17 heures 30.

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

P r o l o n g a t i o n

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE au numéro 159**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de modification du branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit, gênant, GRANDE RUE au numéro 159 des deux côtés de la chaussée, sur 20 mètres de part et d'autre, 69600 Oullins, du vendredi 23 novembre 2007 au vendredi 30 novembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: GRANDE RUE au numéro 159

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE MARCEAU: De la rue de la République à la rue Narcisse Bertholey

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande **de l'entreprise COLAS, 3 rue des Bons Enfants, 69007 Lyon;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'aménagement de voirie de la rue Marceau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE MARCEAU: de la rue de la République à la rue Narcisse Bertholey, du vendredi 16 novembre 2007 au vendredi 7 décembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE MARCEAU: de la rue de la République à la rue Narcisse Bertholey, du vendredi 16 novembre 2007 au vendredi 7 décembre 2007 inclus.

La circulation sera interdite.

DEVIATIONS :

Les véhicules venant de la rue Marceau emprunteront la rue de la République, la Grande Rue, le boulevard Emile Zola pour rejoindre la rue Narcisse Bertholey.

Les véhicules venant de la rue Narcisse Bertholey emprunteront la rue Voltaire, la place Anatole France pour rejoindre la rue de la République ou la rue Voltaire pour rejoindre la Grande Rue.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL nord ouest, 1 rue de la ligne de l'est, Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise COLAS, 3 rue des Bons Enfants.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 octobre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
PARC CHABRIERES au numéro 44**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande de **la VILLE D'OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter des **travaux de réfection du portail de l'entrée du parc Chabrières** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, GRANDE RUE au numéro 44, du mercredi 26 décembre 2007 au vendredi 28 décembre 2007 inclus de 7 heures 30 à 19 heures 30.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : PARC CHABRIERES, GRANDE RUE, au numéro 44

La circulation sera interdite du mercredi 26 décembre 2007 au vendredi 28 décembre 2007 inclus de 7 heures 30 à 19 heures 30.

DEVIATION: L'accès au parc Chabrières se fera par l'entrée de la piscine.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la Ville d'Oullins**.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**
RUE DE LA REPUBLIQUE de la Grande Rue à la rue Louis Aulagne
RUE CHARTON de la rue Pierre Sémard à la rue Orsel

Annule et remplace l'arrêté AV/2007-221

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **BEC FRERES SA – 68, rue de Plaisance, 94736 NOGENT-SUR-MARNE ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de tirs de mines dans le cadre de l'extension du métro** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : La circulation sera interdite, suivant la nécessité des tirs, du mercredi 28 novembre 2007 au vendredi 25 janvier 2008 inclus, de 9 h 00 à 11 h 00.

RUE DE LA REPUBLIQUE : de la Grande Rue à la rue Louis Aulagne
RUE CHARTON : de la rue Pierre Sémard à la rue Orsel

ARTICLE 2 : Les piétons se conformeront aux injonctions données par les services de police et de l'entreprise compétente.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

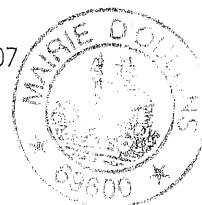
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **BEC FRERES SA – 68, rue de Plaisance, 94736 NOGENT-SUR-MARNE.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 novembre 2007

1484783

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

BOULEVARD GENERAL DE GAULLE au numéro 14

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise COLLET René, 2 rue François Mermet, 69160 Tassin La Demi-Lune;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de raccordement sur le réseau d'assainissement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, BOULEVARD GENERAL DE GAULLE au numéro 14, sur 30 mètres, du mercredi 5 décembre 2007 au vendredi 7 décembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BOULEVARD GENERAL DE GAULLE, du chemin de Montlouis à la rue Francisque Jomard, du mercredi 5 décembre 2007 au vendredi 7 décembre 2007 inclus.

La chaussée sera réduite.

La circulation sera mise en sens unique et s'effectuera dans le sens, chemin de Montlouis/rue Francisque Jomard.

DEVIATION: Les véhicules venant par la rue Francisque Jomard emprunteront la rue Salvator Allendé pour rejoindre le boulevard Général De Gaulle ou le chemin de Montlouis.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise COLLET René, 2 rue François Mermet, 69160 Tassin La Demi-Lune.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE FRANCISQUE JOMARD au numéro 104

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise COLLET René, 2 rue François Mermet, 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de raccordement sur le réseau d'assainissement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant rue FRANCISQUE JOMARD au droit du numéro 104, du lundi 10 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BOULEVARD KENNEDY au droit du numéro 104, du lundi 10 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.

La chaussée sera réduite.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise COLLET René, 2 rue François Mermet, 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

AVENUE JEAN JAURES du numéro 68 au numéro 84

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise PROST, Bois du Croc, 69570 DARDILLY ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de plantations d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, AVENUE JEAN JAURES du numéro 68 au numéro 84, du lundi 3 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : AVENUE JEAN JAURES du numéro 68 au numéro 84, du lundi 3 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.

La chaussée sera rétrécie.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise PROST, Bois du Croc, 69570 DARDILLY.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Morel", written in a cursive style.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LOUIS AULAGNE du numéro 44 à la limite de la commune
de Pierre-Bénite

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise PROST, Bois du Croc, 69570 DARDILLY ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de plantations d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE LOUIS AULAGNE du numéro 44 à la limite de la commune de Pierre-Bénite, des deux cotés, du lundi 3 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE LOUIS AULAGNE, du numéro 44 à la limite de la commune de Pierre-Bénite, du lundi 3 décembre 2007 au vendredi 14 décembre 2007 inclus.

La chaussée sera rétrécie.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

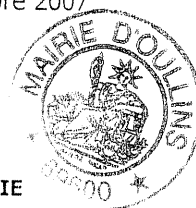
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise PROST, Bois du Croc, 69570 DARDILLY.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 novembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

P r o l o n g a t i o n

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE au numéro 159**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de modification du branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit, gênant, GRANDE RUE au numéro 159 des deux côtés de la chaussée, sur 20 mètres de part et d'autre, 69600 Oullins, du jeudi 6 novembre 2007 à partir de 13 heures 30 au vendredi 7 décembre 2007 à 16 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: GRANDE RUE au numéro 159

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée, soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise SERPOLLET S40, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Morel', is written over a faint, circular official stamp.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DES TRAVAUX D'URGENCE ET DE MAINTENANCE EFFECTUES PAR
LES SERVICES URBAINS**

ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES ET DEPARTEMENTALES

Nous, Maire d'Oullins;

Vu les articles L 2212-1, L 2213-1 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la Route notamment les articles R217 à R219-4 et R225,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de la délégation générale aux services urbains et à la proximité de la Communauté Urbaine de Lyon en date du 10 février 2004,

Vu l'avis favorable du Conseil Général en date du **12 décembre 2007** pour Les voies départementales situées sur la commune d'Oullins,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter les missions de services publics des services urbains du Grand Lyon ainsi que les entreprises agissants pour leur compte, sur les voies publiques de la commune d'Oullins,

Considérant qu'à l'occasion de ces travaux, la réglementation de la circulation et du stationnement sur l'ensemble de voies communales relève du pouvoir de police du Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers, du personnel et de prévoir les accidents de circulation pendant la période des travaux,

ARRETONS

ARTICLE 1 : La signalisation temporaire sera mise en place conformément à la législation en vigueur, par le Grand Lyon ou par les entreprises agissantes pour son compte.

ARTICLE 2 : A partir du 1^{er} janvier 2008 et jusqu'au 31 décembre 2008, les véhicules du Grand Lyon et de ses entreprises adjudicataires assurant une mission de service public, sont autorisés à stationner et à réduire le nombre de voie de circulation sans l'interrompre, pour effectuer des interventions ponctuelles d'une durée inférieure à 24 heures (type intervention de voirie comme la mise en place d'arrêtés, la réfection de tranchée, le rebouchage de nid de poule), des chantiers mobiles d'une durée inférieures à 48 heures pour effectuer des interventions de maintenances, de contrôle ou d'entretien des réseaux d'assainissement, de collecte, de nettoyage ou d'ébouage.

ARTICLE 3 : Lorsque l'emprise de l'intervention supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation sera gérée par alternat manuel, par panneaux, ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie.

(.../...)

ARTICLE 4 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du chantier. Dans ce cas, le présent arrêté sera affiché minimum 48 heures avant le début du chantier et le pétitionnaire devra contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 5 : En dehors des heures de pointe, les services urbains du Grand Lyon et ses entreprises adjudicataires sont autorisés à ralentir ou interrompre momentanément la circulation, afin de manœuvrer les véhicules d'intervention ou de réaliser une intervention d'urgence (déboucher une conduite obstruée provoquant une mise en charge des réseaux, nettoyage de la chaussée après un accident, boucher un nid de poule, etc...).

Le véhicule d'intervention devra pouvoir être déplacé à tout instant pour permettre la desserte des riverains ainsi que l'accès éventuel des véhicules de sécurité, d'incendie.

Les agents chargés de l'exécution des travaux pour le compte du demandeur devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du Code de la Route et à toutes injonctions des forces de Police Municipale ou Nationale.

ARTICLE 6 : Toute intervention nécessitant la mise en place d'un balisage de chantier avec d'autres prescriptions particulières que celles citées aux articles 2,3,4, et 5 (limitation de vitesse, déviation, etc...) devra faire l'objet d'une demande d'arrêté spécifique.

ARTICLE 7 : Tout recours contre la présente décision doit être formée auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

ARTICLE 8 : Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Rhône
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine- Délégation générale des services – Direction de l'eau,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement du Rhône
- Monsieur le Lieutenant Colonel commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône
- Monsieur le Directeur du Service Incendie et Secours
- Monsieur l'Ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale de l'Equipement
- Messieurs les Gardiens de Police Municipale

FAIT À OULLINS, le 18 décembre 2007

GILBERT MOREL
ADJOINT CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE RD 15 - AVENUE JEAN-JAURES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la demande du conseil général du Rhône et de l'entreprise APPIA RHONE, 90 rue des Sources, 69230 Saint Genis Laval

Considérant que pour faciliter les travaux de reprise en urgence d'un affaissement de la chaussée et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, Avenue Jean-Jaurès, au droit de l'avenue des Saules sur 50 mètres, 69600 - Oullins **le vendredi 14 décembre 2007 de 8 heures à 17 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : AVENUE JEAN-JAURES de la rue Dubois Crancé à l'avenue des Saules le vendredi 14 décembre de 8 heures à 17 heures

La circulation sera interdite dans le sens, rue Dubois Crancé, avenue des Saules.

La vitesse sera limitée à 30km/h au droit du chantier

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

DEVIATION: Les véhicules venant de Pierre-Bénite par l'avenue Jean Jaurès emprunteront la rue Dubois Crancé pour rejoindre la rue Pierre Sépard ou l'avenue des Saules pour rejoindre l'avenue Jean Jaurès

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité, et de Secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

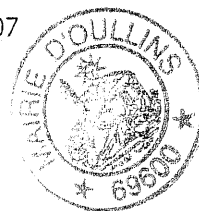
ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de l'entreprise APPIA RHONE, 90 rue des Sources, 69230 Saint Genis Laval.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LORTET**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **LYON LEVAGE, 30 rue Colière, 69780 MIONS ;**

Considérant que pour faciliter **le démontage d'une grue** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE LORTET, du mercredi 2 janvier 2008 au vendredi 4 janvier 2008 de 7 heures à 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE LORTET

La circulation sera interdite du mercredi 2 janvier 2008 au vendredi 4 janvier 2008 de 7 heures à 18 heures.

DEVIATION: La déviation se fera par la rue Des Jardins, puis la rue de la Commune de Paris pour rejoindre le boulevard Emile Zola.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **LYON LEVAGE, 30 rue Colière, 69780 MOINS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PARMENTIER ET RUE LOUIS AULAGNE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE ET ROUTE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la **Société HYDRO-GEOTECHNIQUE, Agence Sillon Rhodanien, 6 rue Gaspard Monge, 38550 Saint Maurice l'Exil;**

Considérant que pour faciliter **le relevage des sondes dans le cadre de l'extension de la ligne B du métro** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **au droit du numéro 32, sur 10 mètres, RUE PARMENTIER ; au droit du numéro 16, sur 10 mètres, RUE CHARTON ; AINSI QU'A L'INTERSECTION DE LA RUE DE LA REPUBLIQUE ET DE LA RUE LOUIS AULAGNE, le jeudi 17 janvier 2008 toute la journée.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de **"STATIONNEMENT INTERDIT"** sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE CHARTON, le jeudi 17 janvier 2008 toute la journée :

La circulation sera interdite RUE CHARTON à partir du numéro 30 jusqu'au numéro 16.

DEVIATION : Les véhicules venant de rue Charton, emprunteront la rue Marceau.

ARTICLE 3 : RUE PARMENTIER, le jeudi 17 janvier 2008 toute la journée :

La circulation sera interdite RUE PARMENTIER de la rue CHARTON à la rue Louis AULAGNE.

DEVIATION : Les véhicules venant de la rue Parmentier, remonteront la rue Charton, emprunteront la rue Marceau, puis la rue Diderot.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **Société HYDRO-GEOTECHNIQUE, Agence Sillon Rhodanien, 6 rue Gaspard Monge, 38550 Saint Maurice l'Exil.**

éraf

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

prolongation

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD DE L'YZERON: du boulevard Emile ZOLA au droit du n°3 du boulevard de
L'YZERON
BOULEVARD EMILE ZOLA : au droit du boulevard de L'YZERON et du square Léon BLUM

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de **l'entreprise STRACCHI, 6 A rue de la Chapelle d'Yvours BP 3, 69540 IRIGNY ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de réalisation d'un maillage des eaux usées** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **Boulevard de L'YZERON, face au square Léon Blum sur 30 mètres, du vendredi 21 décembre 2007 au jeudi 31 janvier 2008 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **boulevard de L'YZERON, du boulevard Emile ZOLA au droit du numéro 3 du boulevard de L'YZERON, du vendredi 21 décembre 2007 au jeudi 31 janvier 2008 inclus.**

DEVIATION : Les véhicules venant du boulevard Emile ZOLA emprunteront la rue du BUISSET pour rejoindre la rue Francisco FERRER et le boulevard de L'YZERON.

Boulevard Emile ZOLA : la chaussée sera réduite.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL NORD OUEST, 1 rue de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise STRACCHI, 6 A rue de la Chapelle d'Yvours BP 3, 69540 IRIGNY.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE MARCEAU DE LA GRANDE RUE A LA RUE DE LA REPUBLIQUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES DEPARTEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de la **SARL BOLPATO – MERAUD, 7 rue de la Glacière, 69600 OULLINS;**

Considérant que pour faciliter **des travaux d'urgence dans l'immeuble rue de la République au numéro 57** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE MARCEAU de la Grande Rue à la RUE de la République, le lundi 7 janvier 2008.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE MARCEAU de la Grande Rue à la RUE de la République, le lundi 7 janvier 2008.**

DEVIATION : Les véhicules venant de la Grande Rue emprunteront la rue Fleury pour rejoindre la rue Narcisse Bertholey.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères sera réalisée suivant les directives données par le service COL SUD, 1 rue de la ligne de l'Est, 69100 Villeurbanne.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **SARL BOLPATO – MERAUD, 7 rue de la Glacière, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 décembre 2007

Gilbert MOREL
ADJOINT EN CHARGE DE LA VOIRIE

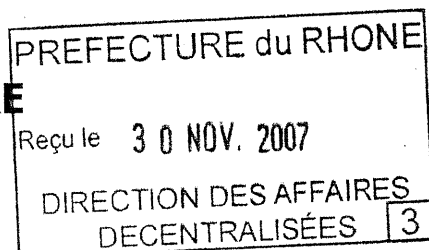


REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE



AFGE 07/197

Objet : Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche

Le Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les dispositions du Chapitre 1er du Titre II du livre II du Code du Travail et notamment celles de l'article L221-19,

Vu la demande de l'union des commerçants d'Oullins relative à l'application de l'article précité du Code du Travail,

Vu la demande de Mondial Tissus relative à l'application de l'article précité du Code du Travail,

Vu la demande de Monoprix relative à l'application de l'article précité du Code du Travail,

Après consultation des organisations des employeurs et des salariés, à savoir : Confédération française de l'encadrement- Confédération générale des cadres, Confédération française démocratique du travail, Confédération française des travailleurs chrétiens, Confédération générale du travail, Force ouvrière, Confédération générale des petites et moyennes entreprises Groupement interprofessionnel Lyonnais

Considérant qu'aucune prescription réglementaire, fondée sur les dispositions de territoire de l'article L221-17 du Code du Travail, n'interdit l'exercice du commerce sur le territoire de la Ville d'Oullins pendant le dimanche pour lequel la dérogation est sollicitée,

Considérant que les branches concernées n'ont pas épuisé au titre de l'année 2007, le contingent de 5 dimanches fixé par l'article L221-19 précité,

ARRETE

Article 1 :

Une autorisation d'ouverture exceptionnelle le dimanche est accordée selon les modalités visées aux articles suivants.

Article 2 :

Octroi dérogatoire à l'emploi de salariés pendant tout ou partie des journées des dimanches 9, 16, 23 et 30 décembre 2007 pour les branches d'activités :

- commerce de détail de textile ;
- commerce de détail d'habillement ;
- commerce de détail de la chaussure ;
- commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage ;
- commerce de détail de meubles ;
- commerce de détail d'appareils électroménagers et de radio télévision ;
- commerce de détail de livres, journaux et papeterie ;
- commerce de détail d'optique et de photographie ;
- d'horlogerie et de bijouterie ;
- commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté,
- commerce de détail d'articles de sports et de loisir ;
- commerce de détail de fleurs ;
- commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire..

Article 3 :

Chaque salarié ainsi privé du repos dominical bénéficiera :

- premièrement, d'un repos compensateur équivalent, accordé par roulement dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Conformément aux articles R221-10 2 ème alinéa et R221-11 2 ème alinéa du Code du Travail, le chef d'établissement doit inscrire les repos sur un registre spécifique.
- deuxièmement, d'une majoration de salaire égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou conforme aux dispositions éventuellement plus favorables de la ou les conventions collectives.

Article 4 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet du Rhône et à la Direction du Travail et de l'emploi; il sera affiché en Mairie.

Article 5 :

Le directeur général des services, les gardes municipaux, le chef du Service Affaires Générales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Oullins, le 23 novembre 2007

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire



Service : Voirie Cadre de Vie

**OBJET : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE
DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le rapport annuel 2006, sur la qualité et le prix des services publics de l'eau potable et de l'assainissement a été présenté au Conseil de la Communauté Urbaine de Lyon, le 15 octobre 2007.

Vu, la loi n°95 - 101 du 2 février 1995, et le décret d'application n°95-635 du 6 mai 1995, le Maire doit présenter la communication de ce document à son Conseil Municipal.

Je vous rappelle qu'en application de la loi n°66-1069 du 31 décembre 1966, le transfert des compétences en matière d'eau et d'assainissement à la Communauté Urbaine de Lyon, est obligatoire.

Cette communication, pour information, n'entraîne ni délibération, ni vote et doit être mise à disposition des administrés.

EAU POTABLE

Pour la commune d'OULLINS, le service public de l'eau potable est délégué par un contrat d'affermage avec Veolia - Compagnie Générale des Eaux (contrat d'affermage du 6 octobre 1970, extension par avenant du 13 novembre 1986). La date de fin de contrat est le 31 décembre 2016.

Je vous rappelle que les 25 183 administrés de la commune sont desservis par 4 294 abonnements.

1. Indicateurs

Le volume d'eau introduit au réseau diminue nettement, de près de 3% par rapport à 2005. La consommation d'eau diminue de 2% entre 2005 et 2006. Après une tendance à la hausse en 1999 et 2003 (+4,9 % sur 4 ans), la courbe de consommation semble s'inverser, avec une baisse de 4,3 % sur les 3 dernières années.

	2004	2005	2006
Nombre d'abonnements pour OULLINS	4206	4258	4294
Nombre d'abonnés total	302 833	307 547	309 254
Consommation totale par habitant (m ³ /an)	83,4	72,4	68
Rendement du réseau (vol consommé / vol introduit réseau)	79,3 %	79,57%	81,04 %
Provenance de l'eau (Oullins) : Crépieux-Charmy Production (m ³)	106 582 000	107 850 730	104 298 520
Qualité de l'eau (usine de Crépieux-Charmy)			
Dureté (degrés français)	20 ± 2	20	19
pH	7,5 ± 0,5	7,5	7,6
Sulfates (mg/litres)	32 ± 7	30	29
Chlorures (mg/litres)	13 ± 3	13	13
Nitrates (mg/litres)	6,5 ± 1,5	6	7
Teneur en pesticides	inférieur aux normes réglementaires soit 0,1 µg / litre		
Nombre de clapets anti-retours posés	24 809	23 607	15 835
Nombre de branchements en plomb supprimés ou remplacés	3 457	3 176	3 185
Nombre de réclamations	1 677	3 514	1 273
Tarification			
Le prix du m³			
Tranche de 0 à 3000 m ³ /semestre	1,1455 €	1,1934 €	1,2469
	Au 1 ^{er} janvier 2007 : 1,2725 €		

2. Travaux réalisés en 2006

2.1 Principaux chantiers réalisés

- Interconnexion eau potable avec les syndicats extérieurs : fin de la première phase de l'étude pour déterminer les potentialités d'interconnexion avec les syndicats voisins.
- Révision de la réunion de la déclaration d'utilité publique (DUP) du captage de Crépieux Charly et de celui du lac des eaux bleues du Grand Parc.
- Modélisation générale du réseau d'eau potable
- Raccordement au réseau d'eau potable communautaire de la commune de Charly
- Construction de la station à Lyon Sainte Irénée
- Programme annuel de travaux des réseaux

2.2 Investissements à venir

Par la communauté urbaine (en millions d'euros TTC)

	2007	Au-delà
Sécurité de la distribution	2,500	(2,500/an)
Sécurité de la ressource	0,620	(0,700/an)
Décolmatage des berges du champ captant Crépieux	2,600	
Barrière hydraulique 2 ^{ème} tranche	4,500	
Raccordement commune de CHARLY (surpresseur)	0,100	0,120
Vaulx-en-velin – Villeurbanne – Carré de soie – réseau d'eau potable	0,200	0,100
Extension des réseaux de proximité	10,000	(10,000/an)
Saint Priest : réseau Cité Berliet	0,200	
Lyon 5 ^{ème} – Station Saint Irénée	1,200	

Par les fermiers (en millions d'euros hors taxes)

	2007	2008
VEOLIA		
Renouvellement des canalisations	3,635	3,750
Renouvellement de branchements et équipements	4,120	4,250
SDEI		
Renouvellement des canalisations	0,405	0,415
Renouvellement de branchements et équipements	0,452	0,465

ASSAINISSEMENT

Le service public de l'assainissement est exploité en régie sur les 55 communes de la Communauté Urbaine.

1. indicateurs

Le patrimoine géré et maintenu se décompose :

- 2 700 km d'égouts, dont 600 km de collecteurs visitables
- 8 stations d'épuration
- 40 stations de relèvement des eaux usées
- 30 stations de relèvement des eaux pluviales
- 32 bassins d'eaux pluviales pour un volume d'environ 810 000 m³
- 370 déversoirs d'orage
- 28 stations pluviométriques
- 15 stations de mesures installées sur le réseau d'assainissement

	2004	2005	2006
Station d'épuration de Pierre Bénite			
Capacité primaire (équivalent habitant)	950 000	950 000	950 000
Capacité de traitement (m ³ /jour)	300 000	300 000	300 000
Recette d'exploitation			
Recettes perçues de l'utilisateur (M€)	59,518	58,547	62,045
Prime d'épuration versée par l'Agence de l'Eau (M€)	5,548	6,683	7,578
Autres subventions d'exploitation voir l'Agence de l'eau (M€)	-	0,157	0,238
Contribution au budget principal de la communauté (M€)	10,685	14,874	14,752
TOTAL des recettes d'exploitation (M€ HT)	75,751	80,261	84,613

2. Chantiers marquants en 2006

Station de relèvement Villeurbanne Croix-Luizet

Achèvement de cette station débutée en 2003.

Collecteur nord de Vaulx-en-Velin

Les travaux sur la station de relevage des eaux usées vers la future station de la Feyssine ont été réalisés. Les travaux de pose du collecteur « tranche 1 » ont été réalisés pour un achèvement prévu en 2007.

Exutoire de l'EPSE (émissaire du Plateau Sud-Est)

Réalisation de la galerie sous l'échangeur A7/BUS/Ramboz

Lyon confluence assainissement (eaux usées)

Réalisation du collecteur Montrochet et de la restructuration du quartier nord

Lyon confluence

Reprise du système d'assainissement Eaux usées et Eaux pluviales

Saint Priest

Réalisation du système d'assainissement des quartiers Manissieux et Beauséjour.

Corbas

Assainissement de la zone agroalimentaire

Programme annuel de travaux de proximité

78 opérations sur 19km de réseau

3. Etudes et projets en 2006

Assainissement des quartiers du Vernay et de Bois Roux à Caluire

Carré de soie, restructuration Vaulx-en-Velin sud

Réalisation d'un collecteur.

Restructuration du collecteur de l'Yzeron

Le réaménagement du collecteur de l'Yzeron vis 3 objectifs principaux : permettre le développement des communes du bassin, améliorer la qualité de l'eau de la rivière en réduisant fortement les rejets d'eaux usées quand il pleut et améliorer les conditions d'exploitation de ce réseau. Les études de dimensionnement de cet ouvrage se sont terminées en 2006 et se poursuivent par la définition précise du tracé des nouveaux ouvrages à construire et par la recherche de techniques de réalisation compatibles avec le contexte géologique.

Station d'épuration à Villeurbanne – Vaulx-en-Velin – La Feyssine

Marché de maîtrise d'œuvre a été attribué en fin d'année 2006. La consultation des constructeurs se déroule courant 2007.

Station d'épuration à Saint-Fons

Mise aux normes

Schéma directeur d'assainissement

Engagement du nouveau schéma directeur d'assainissement selon un découpage du territoire en bassin versant de station d'épuration.

Etudes et projets de lutte contre les inondations : Ruisseau de la Fée des eaux à Vernaison, Lutte contre le ruissellement du Genay, Neuville-sur-Saône et Fleurieu-sur-Saône, ouvrage de lutte contre les inondations du ruisseau du ravin, Grand projet de ville de la Duchère.

4. Aides de l'Agence de l'Eau

En 2006, ont été versés par l'Agence de l'eau à la communauté 4,015 M€ d'aides dans le cadre des conventions signées, soit 2,925 M€ de subventions et 1,090 M€ d'avances remboursables.

Je vous rappelle que le rapport sera mis à la disposition du public et que cette communication n'entraîne ni délibération ni vote.

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS 2006

Mesdames, Messieurs,

Le rapport annuel 2006 du service public d'élimination des déchets, a été présenté au Conseil de la Communauté Urbaine de Lyon le 12 juin 2007 conformément au décret n° 2000-404 du 11 mai 2000.

Le Maire doit présenter au Conseil Municipal ce rapport transmis par la Communauté Urbaine.

Cette communication, pour information, n'entraîne ni délibération, ni vote et doit être mise à disposition des administrés.

RAPPORT ANNUEL 2006

Il est établi pour l'ensemble des communes de la Communauté Urbaine de Lyon.

1 – LES DIFFERENTS TYPES DE COLLECTE

La collecte et le traitement des ordures ménagères des 1 167 532 habitants (recensement 1999) sur 55 communes, sont assurés par la Communauté Urbaine de Lyon.

Différents types de collecte existent :

- Collecte des ordures ménagères (bacs gris)
- Collecte sélective des emballages et papiers-cartons (bacs verts)
- Collecte du verre, en apport volontaire (2100 silos à verre)
- Collecte des déchets dangereux des ménages (en déchèterie)
- Collecte des déchets encombrants et recyclables par le réseau de 15 déchetteries

2 – EVOLUTION DES TONNAGES COLLECTÉS

Collecte O.M en porte à porte :

- 2004 : 343 297 tonnes
- 2005 : 335 374 tonnes
- **2006 : 332 791 tonnes (-0,77%)**

Je vous rappelle qu'OULLINS est en fréquence F3 (2 O.M. +1 C.S.) pour 25 183 habitants.

Collecte sélective :

- 2004 : 55 290 tonnes
- 2005 : 54 802 tonnes
- **2006 : 57 067 tonnes (soit + 4,13%)**

Collecte du verre :

- 2004 : 19 620 tonnes
- 2005 : 20 365 tonnes
- **2006 : 21 034 tonnes** (soit +3,29%)

Collecte par les déchèteries :

- 2004 : 95 119 tonnes
- 2005 : 94 390 tonnes
- **2006 : 100 199 tonnes** (soit +6,15%)

Cette évolution des tonnages représente une variation générale entre 2005 et 2006 de + 1,21, %.

3 - DECHETERIES

Le réseau comprend 15 sites en 2006.

Le réseau de déchèterie du Grand Lyon a permis la collecte de 100 199 tonnes de déchets dont 888 tonnes de Déchets Dangereux des Ménages. Après stockage transitoire ; ces déchets sont valorisés ou recyclés (76,2%) dans des filières adaptées, et à défaut éliminés dans des installations autorisées à les recevoir (23,8%).

Oullins bénéficie de deux déchèteries à proximité, à Pierre-Bénite et à Francheville.

Tonnages déchets traités dans toutes les déchetteries pour l'année 2006 :

- Déchets valorisés : 61 747 tonnes
- Déchets recyclés : 14 610 tonnes
- Centre de Stockage de Déchets Ultimes : 23 842 tonnes

4 - COLLECTE SELECTIVE

Depuis fin 2002, date d'achèvement de la mise en place de la collecte sélective, le Grand Lyon s'inscrit dans une phase d'optimisation visant à améliorer la qualité et la quantité du tri.

Au cours de l'année 2006, la qualité de la collecte sélective s'est améliorée : le taux de refus de tri global est passé entre 2005 et 2006 de 33,6% à 31,6% des déchets collectés.

Collecte (tonnes)	2004	2005	2006	Evolution 2005-2006
Collecte sélective	55 590	54 802	57 067	4,132%
Collecte Verre	19 620	20 365	21 034	3,29%
Total	75 210	75 167	78 101	3,90%

NB : Pour la Ville d'Oullins la quantité de déchets issus de la collecte sélective est de 45 à 60 kg/hab/an. La qualité de tri est bonne.

5 - ENCOMBRANTS

Ceux-ci doivent être apportés en déchèterie ou évacués lors des collectes prévues sur la commune.

6 - DECHETS DANGEREUX DES MENAGES

Les Déchets Dangereux des Ménages sont les peintures, solvants, aérosols, produits phytosanitaires et chimiques, tubes néon, batteries et huiles de vidange.

Ils sont collectés dans les déchèteries du Grand Lyon. Depuis 2006, la collecte en point mobile est supprimée et ces déchets peuvent être apportés dans toutes les déchèteries (à l'exception de Saint-Priest).

Collecte (tonnes)	2005	2006	Evolution 2005-2006
Tonnage collectés / an Déchèteries	704	888	+ 26,1 %
Tonnage collectés / an Point mobiles	61	15	- 75,4 %
Total	765	903	+ 18 %

7 - COLLECTE DES DECHETS NON-MENAGERS

La communauté urbaine de Lyon collecte et traite avec les déchets des ménages (collecte en bacs et via les déchèteries) près de 100 000 tonnes par an de déchets non ménagers issus de l'activité des commerçants, artisans, administrations, soit près d'un quart des déchets du Grand Lyon.

Le Grand Lyon s'est engagé depuis plusieurs années dans une démarche de limitation de la collecte des gros producteurs de déchets non ménagers. En effet, au-delà de la part dite « assimilés aux ordures ménagères », les déchets des professionnels ne relèvent pas de la compétence de la collectivité (plus de 2500 L/semaine).

C'est notamment le cas pour certains bâtiments municipaux d'Oullins.

8 - MODES DE TRAITEMENT

8.1 Les centre de tri : prétraitement

En 2006, les 4 centres de tri ont accueillis les déchets ménagers du Grand Lyon :

- 11 596 tonnes à Décines (SITA MOS)
- 11 637 tonnes + 2 184 tonnes de pré-tri à Saint Fons (NICOLLIN)
- 11 535 tonnes à Irigny (COVED)
- 20 115 tonnes à Rillieux (ONYX)

Soit 57 067 tonnes de déchets issus de la collecte sélective.

8.2 Le recyclage

Près des trois-quarts des matériaux destinés au recyclage sont issus de la collecte sélective (centres de tri, silo à verre). D'autres matériaux sont collectés par le biais des déchèteries. Une part importante de l'acier est issue de l'incinération et de la maturation des mâchefers.

	Quantité produite en 2005 (kg/hab/an)	Quantité produite en 2006 (kg/hab/an)	Performance 2006 par rapport au gisement	Evolution des quantités produites entre 2005 et 2006
Emballages carton et briques alimentaires	6,54	6,57	37 %	0,5 %
Plastiques	1,67	1,86	10 %	11,4 %
Acier	3,87	3,96	66 %	2,3 %
Aluminium	0,40	0,40	44 %	0,0 %
Verre	17,44	18,02	40 %	3,3 %
Papiers	25,56	27,79	79 %	8,7 %
TOTAL	55,48	58,60	47 %	5,6 %

8.3 Le compostage

Ce sont principalement les déchets verts déposés en déchèteries qui empruntent cette voie de valorisation, soit 23 428 tonnes en 2006. A ce tonnage, s'ajoutent 672 tonnes de feuilles mortes provenant de la voie publique, 53 tonnes de déchets verts issus de divers services communautaires et 130 tonnes de déchets verts de la ville de Vénissieux (convention entre la ville de Vénissieux et le Grand Lyon délibérée le 25 janvier 1993).

Ces déchets sont traités sur deux plateformes de compostage situées à Décines et à Ternay.

Extension de l'opération de compostage individuel

A la suite du succès de l'expérimentation mise en place en 2004-2005 sur 5 communes - test, l'opération de compostage individuel est désormais étendue aux autres communes de la Communauté urbaine et a pour objectif d'équiper 13% des foyers en habitat pavillonnaire (1 000 T/an valorisées).

Cependant, et compte tenu de l'ampleur du dispositif, il est prévu que cette extension se réalise par phases successives de développement, qui s'échelonnent sur une durée de 4 ans environ.

Oullins fait partie de la deuxième phase d'extension en 2007-2008.

8.4 Valorisation énergétique des déchets

Il existe pour le territoire du Grand Lyon deux centres de valorisation thermique des ordures ménagères :

- LYON 7^e arrondissement : "Centre de Lyon Sud" (exploité en régie)
- RILLIEUX LA PAPE : "Centre de Lyon Nord" (Société VALORLY)

	2005	2006	Evolution 2005-2006
Tonnage total incinéré	349 914	361 272	+ 3,2 %

8.5 Les Centres de Stockage de Déchets Ultimes (C.S.D.U)

En 2006, moins de 20% des déchets traités ont été enfouis et les quantités enfouies ont chuté de 20% entre 2005 et 2006.

La communauté urbaine possède un centre de stockage situé à Genas. Il accueille les déchets non valorisables des déchèteries : encombrants et gravats.

Les autres déchets enfouis sont, selon leur nature, dirigés dans différentes installations privées.

	2005	2006	Evolution 2005-2006
Total des déchets stockés (tonne)	141 786	113 947	- 20 %
En CSDU de classe 1 (tonne)	6 540	7 757	19 %
En CSDU de classe 2 (tonne)	135 246	93 890	- 70 %

9 - DONNEES FINANCIERES

En 2006, le montant total des dépenses d'élimination des déchets communautaires s'est élevé à **110,67 millions d'euros bruts**, soit en net **95,8 millions d'euros TTC** (dépenses – recettes diverses).

	Coûts	Coûts / tonne	Coûts / habitant
Collecte	47,77 M€	120 €/t	39,76 €/habitant
Traitement	48,03 M€	82,98 €/t	41,14 €/habitant

Montant des principales prestations rémunérées en 2006:

La collecte des ordures ménagères	15,59 M€ TTC
L'incinération à l'usine de Rillieux-la-Pape	19,02 M€ TTC
Les Centres de tri	7,68 M€ TTC
Les déchèteries et CSDU communautaires	6,46 M€ TTC
Le délestage des ordures en CSDU privés	8,05 M€ TTC
Le traitement des résidus et mâchefers d'incinération	1,18 M€ TTC
Le compostage des déchets verts	1,17 M€ TTC

Je vous rappelle que le rapport sera mis à la disposition du public et que cette communication n'entraîne ni délibération ni vote.